

PROCES - VERBAL
de la séance du Conseil Municipal du lundi 10 mars 2025

La séance est ouverte à 20^h00 sous la présidence de M. le Maire Hans **DOEPPEN** en présence des adjoints Elisabeth **BECK** - Jean-Marc **KRENER** - Francine **BRACH** - Jean-Luc **HERRMANN** - Cyrille **LEZIER** et des membres - Irma **SOMBORN** - Jean-Marc **FISCHBACH** - Martine **ZIMMERMANN** - Elisabeth **SCHLEWITZ** - Caroline **HOFSTETTER** - Vincent **LEININGER** - Fatih **BAYRAM** - Lucas **RICHERT** - Steeve **FERTIG** - Marc **DANNER** - Serge **JUD** - Elisabeth **MATHIS** - Suzanne **SCHNELL**

Absents ayant donné procuration :

Nicole **GESCHWIND** par procuration donnée à Caroline **HOFSTETTER**
Cathy **MUNSCH** par procuration donnée Jean-Marc **KRENER**
Sandrine **RUCH** par procuration donnée Martine **ZIMMERMANN**
Laurence **ANDRITT** par procuration donnée à Serge **JUD**
Pierre-Louis **MUGLER** par procuration donnée à Elisabeth **BECK**
Gilles **THIRIET** par procuration donnée à Steeve **FERTIG**

<i>Présents</i>	19
<i>Représentés</i>	6
<i>Absents</i>	2
<i>Total</i>	27

Absents excusés :

Lionel **STEINMETZ** - Nicolas **MOEBS**

La majorité des membres en exercice étant présente, le conseil municipal peut délibérer valablement.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité, désigne Mme Irma **SOMBORN** pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

M. le Maire appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour. Aucune réclamation relative à l'ordre du jour n'est formulée.

Le Conseil Municipal procède à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour.

ORDRE DU JOUR

- 1. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 27 janvier 2025*
- 2. Finances locales – Décisions budgétaires – Débat d'Orientations Budgétaire (DOB)*
- 3. Finances locales – Décisions budgétaires - Délibération autorisant le maire à engager, mandater, liquider des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025 dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent*
- 4. Aménagement du territoire et politique de la ville – Petites Villes de Demain – Action « Ingwiller – Requalification du plateau sportif » - Etudes et diagnostics pré-opérationnels de structure pour le*

réemploi d'éléments du gymnase – Approbation du projet et de son plan de financement - Demande de subvention

5. Fonction publique – Ressources humaines – Mise à jour du tableau des effectifs permanents au 1^{er} janvier 2025

6. Finances locales – Demande de subvention de fonctionnement de la section des Jeunes Sapeurs-Pompiers (JSP) Pays de Hanau-Bouxwiller

7. Urbanisme – Droit de préemption urbain – Information sur la délégation

8. Commande publique - Marchés publics - Information sur la délégation

9. Divers

1. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 27 janvier 2025

M. le Maire appelle les membres du Conseil Municipal à se prononcer sur le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 27 janvier 2025. Aucune remarque n'est formulée.

- *Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 27 janvier 2025.*

2. Finances locales – Décisions budgétaires – Débat d'Orientations Budgétaire (DOB)

M. Hans DOEPPEN, Maire d'Ingwiller, présente à l'assemblée le rapport sur les orientations budgétaires 2025.

I) Les objectifs et obligations légales du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)

1) Les objectifs du DOB

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités.

Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Ainsi le débat d'orientation budgétaire permet à l'assemblée délibérante :

- De discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif ;
- D'être informée sur la situation financière de la collectivité.

2) Dispositions légales

Les communes de plus de 3 500 habitants ont pour obligation d'organiser dans les 10 semaines précédant le vote du budget primitif, un débat sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur la structure et la gestion de la dette.

Ce débat doit être à l'ordre du jour d'une séance du conseil municipal et faire l'objet d'une délibération afin de permettre au représentant de l'Etat de s'assurer du respect de la loi.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants. En cas d'absence de DOB toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure distincte. Le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Le DOB s'effectue sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB) présenté par l'exécutif à son assemblée délibérante.

Le ROB présente :

- les orientations budgétaires, évolutions, prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et

les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre ;

- les engagements pluriannuels envisagés et la programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018-2022, le rapport doit également faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.

Le rapport doit être communiqué aux membres de l'assemblée délibérante en vue du débat d'orientation budgétaire au minimum 5 jours avant la réunion du Conseil Municipal.

Enfin, le DOB doit être relaté dans un compte rendu de séance. Le rapport adressé aux conseillers municipaux à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité dans un délai d'un mois après son adoption.

II) Le contexte d'élaboration du Budget 2025

1) Le contexte international : croissance en progression – ralentissement de l'inflation – baisse des taux directeurs – guerre commerciale

Croissance : selon les informations communiquées par le Fonds monétaire international (FMI) au mois de janvier dernier, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,3 % en 2025 (en progression à la faveur d'un bond de la croissance américaine).

La croissance dans le monde reste néanmoins dépendante des nombreux facteurs politiques et géopolitiques. Les échanges internationaux pourraient notamment être fortement affectés par l'adoption des mesures protectionnistes de l'administration Trump.

Inflation : le FMI prévoit que l'inflation globale au niveau mondial devrait ralentir et s'établir à 4,2 % en 2025 puis à 3,5 % en 2026.

Taux d'intérêt : L'année 2024 a été marquée par un assouplissement monétaire global au niveau mondial.

Les principales banques centrales ont en effet baissé les taux directeurs face au recul de l'inflation et cette tendance semble se poursuivre en 2025.

La Réserve Fédérale des Etats-Unis (FED), a néanmoins décidé de mettre en pause la baisse des taux directeurs en janvier dernier après deux baisses successives fin 2024.

2) La zone euro : croissance atone – rebond de l'inflation – baisse des taux directeurs

Croissance : Selon une première estimation du taux de croissance annuel pour 2024, le PIB a augmenté de 0,7% dans la zone euro et de 0,8% dans l'UE.

Au cours du quatrième trimestre 2024, le PIB est resté stable dans la zone euro et a augmenté de 0,1% dans l'UE, par rapport au trimestre précédent, d'après l'estimation publiée en janvier dernier par Eurostat (office statistique de l'Union européenne).

D'après les dernières projections macroéconomiques des services de la Banque centrale européenne (BCE), la croissance annuelle moyenne du PIB de la zone euro devrait s'établir à 1,1 % en 2025 et 1,4 % en 2026, avant de se modérer à 1,3 % en 2027.

Inflation : après avoir atteint son niveau le plus bas depuis plus de trois ans en septembre, l'inflation est repassée depuis octobre au-dessus de la cible de 2% visée par la BCE.

L'inflation s'est encore légèrement accélérée en janvier dans la zone euro, à 2,5% sur un an, en hausse pour le quatrième mois consécutif qui résulte essentiellement d'une augmentation de 1.8% sur un an des tarifs de l'énergie.

Taux d'intérêt : La BCE a abaissé ses taux directeurs à plusieurs reprises depuis 2024, avec une nouvelle baisse de 0,25 point en janvier 2025, portant le taux de dépôt à 2,75%.

Dans un contexte de perspectives économiques incertaines (faible croissance et risques de guerre commerciale), la BCE devrait poursuivre en 2025 le cycle d'assouplissement de sa politique monétaire amorcé en 2024.

3) La France : incertitude politique – crise budgétaire – économie à l'arrêt – léger rebond de l'inflation – rebond de la consommation des ménages

Croissance : L'incertitude politique qui agite la France depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024 pèse sur la croissance et se double d'une crise budgétaire.

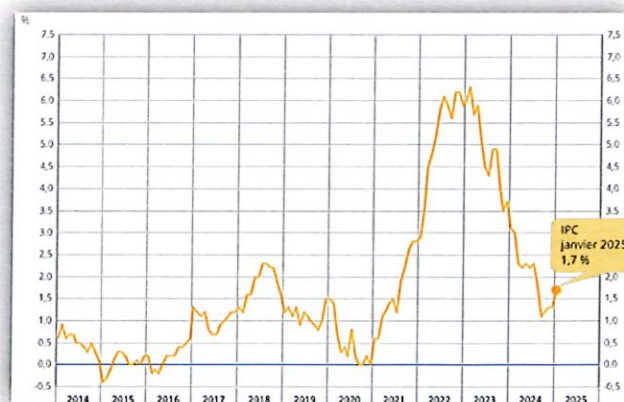
D'après les informations publiées fin janvier par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), la croissance a progressé de 1,1% sur l'ensemble de l'année 2024.

Pour 2025, le gouvernement Bayrou table sur une croissance de 0,9 % et un déficit public à 5,4% du PIB.

Dans son avis n° « HCFP - 2025 – 1 » publié le 29 janvier dernier, le Haut Conseil des Finances Publiques estime que la prévision de croissance du PIB pour 2025 (+0,9 %), supérieure à celle du consensus des économistes (+0,7 %), est atteignable mais un peu optimiste au vu des indicateurs conjoncturels les plus récents.

Inflation : L'inflation en France a atteint 1,7% sur un an en janvier 2025, selon les chiffres définitifs publiés par l'INSEE (soit très nettement en dessous des niveaux records atteints en 2022 et 2023).

En janvier 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente toutefois de 0,2 % sur un mois, comme en décembre. Cette hausse de l'inflation en début d'année s'explique par l'accélération des prix des services et de l'énergie et par le rebond des prix des produits manufacturés, d'après l'INSEE.



Consommation des ménages : La consommation des ménages en biens a nettement augmenté en France au mois de décembre, avec un volume des achats en hausse de 0,7% par rapport à novembre, a annoncé l'INSEE. Sur l'ensemble du quatrième trimestre, cette consommation a augmenté de 0,4% après déjà +0,4% au troisième trimestre. L'évolution est de 0,9% entre décembre 2023 et décembre 2024.

4) La Loi de Finances pour 2025 : les principales dispositions concernant le bloc communal

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 avait été présenté à l'automne 2024 par le gouvernement à l'issue d'une procédure budgétaire retardée par la dissolution de l'Assemblée nationale et la démission du gouvernement précédent.

Le gouvernement ayant été censuré par les députés le 4 décembre dernier, une loi de finances spéciale avait été promulguée le 20 décembre 2024 afin de permettre à l'État de continuer à prélever les impôts et d'emprunter pour assurer la continuité des services publics et ce jusqu'à la promulgation de la loi de finances initiale pour 2025.

À la suite du recours à l'article 49.3 de la Constitution et au rejet d'une motion de censure, le projet de loi de finances pour 2025 a été voté le 6 février 2025 par le Sénat, après son adoption par l'Assemblée nationale.

Approuvé à l'identique par les deux chambres, le texte issu de la commission mixte paritaire a ensuite été soumis au Conseil Constitutionnel. Ce dernier a jugé l'essentiel du projet de loi de finances conforme à la Constitution en date du 13 février 2025, ouvrant la porte à sa promulgation.

L'élaboration du budget primitif de la ville d'Ingwiller tiendra nécessairement compte des mesures essentielles de la loi de finances 2025 (LF 2025) promulguée le 14/02/2025 et publiée au Journal officiel du 15/02/2025.

Les mesures de la LF 2025 s'inscrivent dans un contexte de fortes tensions économiques et budgétaires et ont pour principal objectif la réduction du déficit public.

La LF 2025 prévoit ainsi de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2025.

Dans cette perspective, la LF 2025 introduit plusieurs dispositions significatives affectant les finances des collectivités territoriales : la contribution globale demandée à ces dernières est estimée à 5,5 Md€, dont 2Md€ pour les communes.

Les principales mesures concernant le bloc communal sont présentées ci-après.

a) Evolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) : une augmentation de 150 millions d'euros pour financer l'accroissement de la péréquation

La dotation globale de fonctionnement (DGF) est le principal transfert financier de l'État en direction des collectivités territoriales. Les attributions représentent en moyenne 15 % du budget des communes.

En 2025, l'État abondera la DGF de 150 millions d'euros pour financer la moitié de la progression des dotations de péréquation communales qui augmenteront comme suit :

- dotation de solidarité rurale (DSR) : + 150 millions d'euros ;
- dotation de solidarité urbaine (DSU) : + 140 millions d'euros.

L'autre moitié de la hausse de la péréquation sera financée par écrêtement interne de la dotation globale de fonctionnement, sur la dotation forfaitaire des communes dépassant un certain seuil de richesse.

A noter que l'effort de l'État en faveur de la DGF sera compensé dans le budget par une minoration à due concurrence de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Sources :

<https://www.apvf.asso.fr/2025/02/06/budget-2025-les-petites-villes-largement-mises-a-contribution/>

<https://www.banquedesterritoires.fr/la-dotation-de-soutien-linvestissement-local-dsil-rabotee-de-145-millions-deuros-en-2025>

b) Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales (DILICO)

La loi de finances pour 2025 institue un fonds de réserve pour les collectivités à hauteur de 1 milliards d'euros via le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales (DILICO).

Le DILICO opère un prélèvement de 1 milliards d'euros sur les recettes fiscales des collectivités territoriales en 2025, dont 500 M€ pour le bloc local, répartis à parts égales entre les communes et les intercommunalités.

En principe les collectivités concernées sont celles qui présentent un indice synthétique, composé à 75 % du potentiel financier / fiscal par habitant et à 25 % du revenu par habitant, supérieur d'au moins 10 % de l'indice moyen de la catégorie.

Des mécanismes d'exonération sont prévus : ainsi les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR) et à la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM) seraient exemptées de prélèvement.

Le prélèvement serait plafonné à 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal 2023 (ce qui représenterait environ 70 000 € pour Ingwiller).

D'après certaines analyses, la contribution représenterait en moyenne 1,6 % des recettes de fonctionnement des intercommunalités concernées et 0,8 % de celles des communes (doit environ 28 000 € pour Ingwiller).

Les contributions individuelles seront notifiées par un arrêté des ministres chargés du Budget et des Collectivités territoriales puis prélevées mensuellement sur les douzièmes de fiscalité restant à verser aux collectivités concernées à la date de notification des contributions.

Le texte prévoit que la somme prélevée serait reversée aux collectivités contributives par tiers pendant trois ans.

Remarque : la commune d'Ingwiller étant éligible à la DSR, pourrait ne pas être concernée par cette mesure.

Compte-tenu des incertitudes et du manque de clarté sur les modalités d'application de la mesure, des précisions ont été demandées à la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) afin de clarifier les contours du DILICO.

Sources :

<https://www.apvf.asso.fr/2025/02/06/budget-2025-les-petites-villes-largement-mises-a-contribution/>

<https://www.exfilo.fr/lf2025-dilico-une-contribution-en-2025-dont-il-faut-esperer-la-reconduction-pour-etre-rembourse-les-annees-suivantes/>

<https://www.intercommunalites.fr/actualite/budget-2025-un-effort-dau-moins-13-milliards-deuros-pour-les-intercommunalites/>

c) Les dotations d'investissement : stabilité de la DETR mais baisse de la DSIL

Comme évoqué précédemment, la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) sera diminuée de 145 millions d'euros en 2025, afin de compenser dans le budget de l'État le financement de la moitié de l'augmentation des dotations de péréquation en direction des communes.

La DSIL 2025 est ainsi portée à 425 millions d'euros en autorisation d'engagement (AE).

En revanche, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) a été préservée : son montant sera identique à celui de l'an dernier et s'élèvera donc à 1,046 milliard d'euros en (AE).

Sources :

<https://www.apvf.asso.fr/2025/02/06/budget-2025-les-petites-villes-largement-mises-a-contribution/>

<https://www.banquedesterritoires.fr/la-dotation-de-soutien-linvestissement-local-dsil-rabotee-de-145-millions-deuros-en-2025>

d) Le fonds vert amputé de plus d'un milliard d'euros

Le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert », est déployé depuis 2023. Ce fonds est destiné aux collectivités territoriales et vise à subventionner des investissements locaux favorisant notamment l'adaptation au changement climatique.

Le PLF 2025 prévoit de doter le fonds vert de 1 150 millions d'euros en autorisations d'engagement (contre 2,5 milliards d'euros à sa création).

A noter que le fonds vert subit une baisse de 19 millions d'euros en crédits de paiement en 2025.

Complémentaire aux dotations d'investissement de l'État, le Fonds vert répond à un triple objectif :

- renforcer la performance environnementale (rénovation bâtiments publics, modernisation éclairage public...) ;
- adapter les territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation...) ;
- améliorer le cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Source : <https://www.apvf.asso.fr/2025/02/06/budget-2025-les-petites-villes-largement-mises-a-contribution/>

e) Minoration de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDTP)

En 2025, les communes et EPCI seront à nouveau mis à contribution sur leurs variables d'ajustement. La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et la dotation de garantie des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDTP), ressources issues de la suppression de la taxe professionnelle, constituent les variables d'ajustement des concours de l'État aux collectivités territoriales.

À ce titre, en 2025, elles sont en baisse de 429 M€ pour la DCRTP et de 58 M€ pour la dotation de garantie des FDTP.

La DCRTP des communes recule de 52 M€ (-21,6 %) et celle des intercommunalités, qui concerne 471 d'entre elles, de 150 M€ (-16,8 %).

La baisse de la DCRTP est répartie entre les collectivités concernées, au prorata de leurs recettes réelles de fonctionnement. Par conséquent, les évolutions individuelles différeront des évolutions globales : elles pourront être moins fortes ou plus fortes, voire se traduire par une disparition complète dans certains cas.

Le niveau des recettes de fonctionnement dépendant du degré d'intégration intercommunal, et non de la richesse relative, on pourra regretter de nouveau l'utilisation de ce critère de répartition de la baisse de la DCRTP.

Sources :

<https://www.intercommunalites.fr/actualite/budget-2025-un-effort-dau-moins-13-milliards-deuros-pour-les-intercommunalites/>

<https://www.apvf.asso.fr/2025/02/06/budget-2025-les-petites-villes-largement-mises-a-contribution/>

f) Dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales : crédits stables

La dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales vise à soutenir toutes les communes rurales dont une partie significative du territoire comprend une aire protégée ou jouxte une aire marine protégée.

En 2024, la dotation avait été portée à 100 millions d'euros : le PLF 2025 prévoit de maintenir les crédits à ce montant.

La commune d'Ingwiller est éligible à la dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales. Elle a touché une dotation de 16 802 € en 2024 pour la fraction « parcs naturels régionaux » (16 061 € en 2023 et 7 220 € en 2022).

g) Dotation Titres sécurisés (DTS) : crédits stables

La dotation pour les titres sécurisés (DTS) est reconduite au niveau de 2024, année où elle avait vu ses crédits rehaussés à 100 millions d'euros.

Il est rappelé que la DTS est répartie entre les communes équipées d'une station d'enregistrement des demandes de passeports et de cartes nationales d'identité, en fonction du nombre de demandes

enregistrées et de l'inscription de ces stations à un module dématérialisé et interopérable de prise de rendez-vous. La dotation versée en 2024 à la commune d'Ingwiller s'est élevée à 31 700 €

Il est rappelé que le montant de la dotation annuelle versée à la commune se compose d'une part forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de demandes traitées.

La dotation pouvait jusqu'alors être majorée dans certaines conditions : raccordement à une plateforme de prise de rendez-vous ou atteinte de l'objectif "plan d'urgence titres" (majoration exceptionnelle).

La mairie d'Ingwiller a enregistré 2 952 demandes de titres sécurisés en 2024 (1 908 cartes d'identité et 1 044 passeports), soit une moyenne de 246 demandes par mois, ou encore 57 par semaine. Cela représente 1 671 demandes de moins qu'en 2023.

En 2025, le montant de la dotation individuelle versée à la Ville d'Ingwiller sera donc probablement inférieur à celui de 2024.

h) Gel des fractions de TVA affectées aux collectivités locales

Les fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) allouées en 2025 aux collectivités territoriales sont gelées à leur niveau de 2024.

Pour les collectivités du bloc communal, ces fractions de TVA compensent la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Avec une croissance de TVA prévue à +2,3 % en 2025, le manque à gagner pour les collectivités atteindrait 1,2 Md€, dont environ 330 M€ pour les collectivités du bloc local, essentiellement les intercommunalités.

Source : <https://www.apvf.asso.fr/2025/02/06/budget-2025-les-petites-villes-largement-mises-a-contribution/>

i) Augmentation des cotisations des employeurs à la CNRACL (PLFSS, décret 30 janvier 2025)

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (PLFSS) prévoit une augmentation progressive du taux des cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), portant ce taux de 31,65 % en 2024 à 43,65 % en 2028, soit une hausse cumulée de 12 points.

Cette mesure réglementaire actée par décret du 30 janvier 2025 s'applique à l'ensemble des collectivités et demeure pérenne dans le temps.

L'impact sur les budgets des petites villes sera d'ampleur, notamment à partir de 2028.

Pour Ingwiller, l'augmentation s'élèvera à environ 20 000 €/an jusqu'en 2026.

Il convient d'ailleurs d'ajouter, le retour au 1er janvier 2025 d'un point supplémentaire du taux de la cotisation d'assurance maladie des employeurs territoriaux, qui avait été exceptionnellement diminué en 2024 dans le cadre de la réforme des retraites pour compenser une augmentation de même ampleur du taux de CNRACL.

Sources :

<https://www.apvf.asso.fr/2025/02/06/budget-2025-les-petites-villes-largement-mises-a-contribution/>

<https://www.maire-info.com/finances-locales/cnracl-le-gouvernement-impose-une-augmentation-de-12--des-cotisations-au-mepris-de-toute-concertation-article-29352>

<https://www.intercommunalites.fr/actualite/budget-2025-un-effort-dau-moins-13-milliards-deuros-pour-les-intercommunalites/>

III) Budget principal : analyse de l'année 2024 et orientations 2025

1) La chaîne de l'épargne

La situation financière de la commune peut s'étudier par l'analyse de trois soldes successifs : l'épargne de gestion (EG), l'épargne brute (EB) et l'épargne nette (EN).

en €	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024
Produit de fonctionnement courant	2 824 540,89	2 847 656,14	2 888 258,17	2 974 536,29	3 009 473,62	3 528 090,42	3 640 814,04
- Charges de fonctionnement courant	2 314 017,95	2 285 231,89	2 289 063,62	2 372 508,67	2 429 860,92	2 616 895,22	2 834 563,95
= Excédent Brut Courant (EBC)	510 522,94	562 424,25	599 194,55	602 027,62	579 612,70	911 195,20	806 250,09
+ Produits exceptionnels (hors cession)	11 965,56	10 908,05	53 702,29	8 401,04	37 855,10	20 646,86	389,45
- Charges exceptionnelles	1 699,99	2 047,90	1 229,40	438,00	26 374,87	1 545,34	10,00
= Epargne de Gestion (EG)	520 788,51	571 284,40	651 667,44	609 990,66	591 092,93	930 296,72	806 629,54
- Intérêts de la dette	40 629,24	37 946,36	34 699,45	31 132,89	40 243,20	33 429,33	29 318,18
= Epargne Brute (EB)	480 159,27	533 338,04	616 967,99	578 857,77	550 849,73	896 867,39	777 311,36
- Capital de la dette	271 860,87	277 322,00	282 933,91	288 701,23	453 487,25	316 508,15	319 155,30
= Epargne Nette (EN)	208 298,40	256 016,04	334 034,08	290 156,54	97 362,48	580 359,24	458 156,06

L'épargne de gestion (EG) correspond au solde entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette. Cet indicateur mesure la capacité de la Ville sur son fonctionnement courant à dégager des ressources pour investir.

L'épargne de gestion d'Ingwiller s'établit en 2024 à 806 250 € soit en recul de 123 667 € par rapport à 2023. L'épargne de gestion reste toutefois supérieure à la moyenne des 6 dernières années (646 000 €).

L'épargne brute (EB) correspond à l'épargne de gestion diminuée des intérêts de la dette.

Appelée aussi « capacité brute d'autofinancement », l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement et prioritairement au remboursement de la dette.

Elle sert de référence à la définition de l'équilibre budgétaire puisqu'elle doit à minima couvrir le remboursement du capital de la dette. Elle permet de mesurer la capacité de désendettement* de la commune.

L'épargne brute d'Ingwiller s'établit en 2024 à 777 311 €, en diminution de 119 556 € par rapport en 2023, mais à un niveau nettement supérieur à la moyenne de 610 000 € sur les 6 dernières années.

Le niveau d'épargne brute de la commune est donc largement suffisant pour rembourser le montant en capital de la dette.

L'épargne nette (EN) mesure la capacité de la collectivité à financer des dépenses d'investissement après avoir intégré le remboursement du capital de la dette. Elle est assimilée à la capacité nette d'autofinancement.

En 2021 et 2022, l'épargne nette s'était dégradée en raison de l'augmentation du montant du remboursement de la dette en capital.

En 2024, l'épargne nette s'établit à 458 156 € soit en recul de 122 200 € par rapport à 2023. Cela reste largement supérieur à la moyenne constatée sur les 6 dernières années à savoir, 317 768 €.

*La capacité de désendettement (Encours de dette / Epargne brute) exprime le nombre d'années théoriques qu'il faudrait pour que la commune rembourse l'intégralité de sa dette si elle y consacrait la totalité de son autofinancement disponible.

Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales.

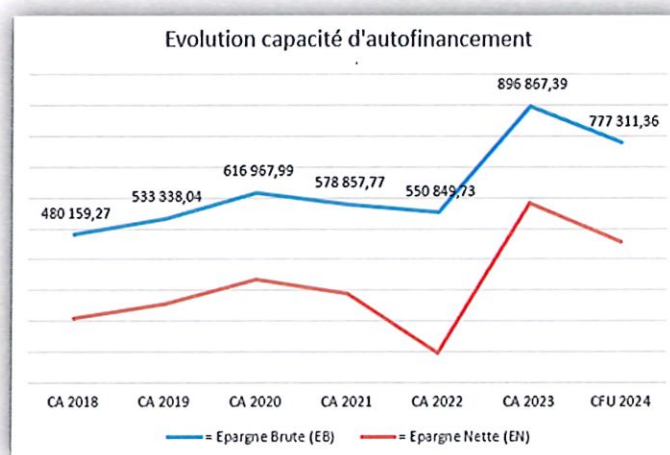
Le taux de désendettement de la commune d'Ingwiller est quasi stable au 31/12/2024 : il s'établit à 4.1 années contre 3.9 l'année dernière et se situe donc nettement sous le seuil d'alerte de 12 ans.

La marge de manœuvre de la commune pour le financement de son programme d'investissements a donc été maintenue après une nette amélioration amorcée en 2023.

Le coefficient d'autofinancement courant (charges réelles de fonctionnement + remboursement des emprunts en capital / produits réels de fonctionnement) mesure l'aptitude de la commune à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges réelles et les remboursements de la dette en capital.

En 2024, ce ratio atteint 0,874 et se situe sous le seuil d'alerte (1,047).

Le ratio n'a jamais dépassé le seuil d'alerte sur la période 2018-2024.



2) La section de fonctionnement

a) Les produits de fonctionnement

Produits de fonctionnement en €	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution 2024/2023	
013 - Atténuations de charges	49 235,51	39 016,30	61 964,76	22 535,64	107 355,58	49 667,17	43 287,68	- 6 379,49	-12,84%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	205 652,42	231 150,84	232 927,56	148 512,35	151 706,03	382 788,02	309 441,73	- 73 346,29	-19,16%
73 - Impôts et taxes + 731 - Fiscalité locale	1 786 081,76	1 871 019,01	1 873 240,56	1 864 063,57	1 938 239,34	2 131 142,01	2 318 173,93	187 031,92	8,78%
74 - Dotations et participations	708 819,00	645 509,95	667 602,72	896 531,45	760 202,82	807 080,48	859 937,00	52 856,52	6,55%
75 - Autres produits de gestion courante	74 752,20	60 960,04	52 522,57	42 893,28	51 969,85	157 412,74	109 973,70	- 47 439,04	-30,14%
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	2 824 540,89	2 847 656,14	2 888 258,17	2 974 536,29	3 009 473,62	3 528 090,42	3 640 814,04	112 723,62	3,20%
76 - Produits financiers	2,70	2,70	2,52	2,34	3 625,43	824,56	5,40	- 819,16	-99,35%
77 - Produits spécifiques (hors cessions)	11 965,56	10 908,05	53 702,29	8 387,18	37 855,10	20 646,86	389,45	- 20 257,41	-98,11%
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (recettes réelles)	2 836 509,15	2 858 566,89	2 941 962,98	2 982 925,81	3 050 954,15	3 549 561,84	3 641 208,89	91 647,05	2,58%

Les produits de fonctionnement courant sont en augmentation de 112 723 € en 2024.

L'année 2023 avait été marquée par une augmentation exceptionnelle des recettes de fonctionnement de 518 616,80 € (en raison de quelques faits exceptionnels : ventes de bois en hausse, produit des impôts et taxes en augmentation à la suite des nouveaux taux votés en 2023 et de la revalorisation des bases de 7,1%, encaissement de l'excédent du budget annexe du lotissement « Malterie »).

Les principales raisons de la progression des recettes de fonctionnement en 2024 sont les suivantes :

- Chapitres 73 « Impôts et Taxes » : le conseil municipal avait décidé de maintenir les taux à leur niveau de 2023 mais la revalorisation annuelle des valeurs des bases d'imposition de +3.9% en 2024 a automatiquement entraîné une hausse du produit de la fiscalité qui a atteint en 2 318 173 € soit 187 031 € de plus que l'année passée.

- Chapitres 74 « Dotations et participations » : les recettes des comptes « 741121 - Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes », « 74718 - Participations Etat – Autres » (contrats aidés, dotation aménités rurales, compensation frais électoraux...) et « 74748 - Participations autres communes » (participation aux frais du regroupement pédagogique) ont respectivement progressé de +16 177€, +17 941 € et +27 156 € (soit un total de + 61 274 €).
- Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : les recettes des comptes « 75888 - Autres produits divers de gestion courante », « 70878 - Remboursement de frais par des tiers » et « 7023 - Menus produits forestiers » ont respectivement progressé de + 46 641 €, + 21 477 € et + 10 000 € (soit un total de + 78 118 €).

Les baisses de recettes de fonctionnement significatives en 2024 sont les suivantes :

- Chapitre « 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses », compte « 7022 - Coupes de bois » : - 73 000 € par rapport à 2023 qui avait été une année exceptionnelle ;
- Chapitre « 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses », compte « 70323 - Redevance d'occupation du domaine public » : une baisse de 34 000 € qui signifie en réalité un retour à la normale avec l'enregistrement en 2024 de la redevance pour passage de la fibre optique en forêt communale pour une seule année (un rattrapage de loyer avait été opéré en 2023 pour une période d'environ 2.5 ans) ;
- Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante », compte « 75821 - Excédent des budgets annexes à caractère administratif » : absence logique de recettes sur ce compte en 2024 ; un montant de 97 622 € avait été encaissé en 2023 correspondant à l'excédent du budget lotissement « Malterie ».

Orientations 2025 pour les recettes de fonctionnement :

En 2025, le niveau global des recettes de fonctionnement, hors produits exceptionnels, devrait rester proche de celui de 2024.

Des variations à la hausse ou à la baisse sont toutefois attendues pour certains comptes.

Des recettes supplémentaires sont prévues au chapitre 73 « Impôt et taxes ».

En effet la revalorisation annuelle des valeurs des bases d'imposition de +1.7% en 2025 qui entraînera automatiquement une hausse du produit de la fiscalité.

Cette progression sera toutefois plus modérée que les trois dernières années (+3,4 % en 2022, +7,1 % en 2023 et 3,9 % en 2024).

Les recettes fiscales pourraient être encore plus importantes dans l'hypothèse d'une décision du conseil municipal approuvant une variation à la hausse des taux des taxes locales.

Les recettes liées à l'**attribution de compensation (AC)** versée par la Communauté de Communes Hanau La Petite Pierre à la commune d'Ingwiller s'élèveront en 2025 à 384 652.18 €, soit en diminution par rapport à 2024 (- 26 824.34 €).

Evolution Attribution Compensation			
Année	Montant €	%	€
2020	472 913,00		
2021	432 615,14	-8,52	-40 297,86
2022	438 455,49	1,35	5 840,35
2023	429 405,67	-2,06	-9 049,82
2024	411 476,52	-4,18	-17 929,15
2025	384 652,18	-6,52	-26 824,34

Il est rappelé que le montant de l'AC tient compte de l'évaluation des charges transférées à la suite des différents transferts de compétences.

Le montant de l'AC de base est de 569 265 €. De ce montant sont déduits la contribution annuelle au SIS, le coût des transferts de charges travaux Voirie/EP et le coût du service commun.

Détail Calcul Attribution de Compensation	2025	2024
AC de base	569 265,00 €	569 265,00 €
Contribution SIS année n	95 997,50 €	100 156,00 €
Coût service commun année n-1	- 716,37 €	11 009,52 €
Transfert de charges Voirie/EP depuis 2018	89 331,69 €	46 622,93 €
Montant provisoire AC	384 652,18 €	411 476,55 €

Source des données : délibération du conseil communautaire du 30/01/2025

On note une nette progression du montant déduit au titre du remboursement des travaux de voirie et d'éclairage public réalisés par la CCHLPP pour le compte de la commune dans le cadre des compétences transférées.

Cette augmentation s'explique essentiellement par le démarrage en 2024 du remboursement du coût des travaux de réhabilitation du centre-bourg (406 723.74 €).

Il est rappelé que conformément au rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges transférées (CLECT) du 27/09/2018 approuvé par le conseil municipal en date du 29/10/2018, le montant des travaux d'investissement réalisés par la CCHLPP dans le cadre de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » est supporté à 100% par la commune d'Ingwiller. L'intégralité des charges supportées par la CCHLPP dans ce domaine est en effet imputée sur l'attribution de compensation de la commune d'Ingwiller en n+1 du paiement du DGD (décompte général définitif). Les remboursements annuels s'échelonnent sur une période de 10 ans.

Il conviendra d'être vigilant dans les années à venir car l'attribution de compensation sera considérablement réduite par le remboursement du coût des travaux réalisés dans le cadre d'opérations d'ampleur comme la rénovation du pont et de la voirie de la rue du Rauschenbourg ou encore le réaménagement de la Rte de Haguenau.

La contribution au SIS67 est en diminution par rapport à 2024 en raison de la baisse de la population de la commune d'Ingwiller (la contribution par habitant s'élève à 23.50 €).

Le coût du service commun est en forte baisse en raison d'un décalage du versement de l'aide de l'état pour le financement du poste de chef « Petites Villes de Demain ».

La **dotation forfaitaire titres sécurisés (DTS)** qui a pour objet l'indemnisation des communes équipées en stations de recueil des demandes de passeports biométriques et de cartes nationales d'identité sera probablement en diminution en 2025.

En effet, si la LF 2025 a confirmé le maintien des crédits au même niveau qu'en 2024 (100 millions d'euros), il faut rappeler que la DTS combine un forfait fixe par dispositif de recueil (DR) et une part variable calculée à partir du nombre de demandes de passeports, de cartes d'identité et – depuis 2024 – de certifications d'identité numérique recueillies.

Or, après deux années de hausse inédite et continue de la demande de titres, l'année 2024 a été marquée par un retour à la normale.

Cette tendance à la baisse observée au niveau national devrait se poursuivre en 2025 d'après les dernières informations communiquées par le ministère de l'intérieur.

La diminution devrait néanmoins être limitée grâce notamment à la part de la dotation versée au titre des demandes de certification de l'identité numérique.

b) La fiscalité

Il est rappelé que les taux des taxes directes locales d'Ingwiller n'avaient plus été augmentés depuis 2004 et avaient même connu deux baisses en 2014 et 2019.

En 2023, la municipalité avait décidé d'augmenter les taux d'imposition et de les porter à :

<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) :</i>	<i>28.10%</i>
<i>Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) :</i>	<i>59.33%</i>
<i>Taxe d'habitation (TH) :</i>	<i>15.25 %</i>

Cette augmentation avait été justifiée par le contexte inflationniste et la nécessité pour la commune de lutter contre un effritement de son niveau d'épargne brute. Cette dernière est en effet un facteur déterminant pour maintenir les capacités d'emprunt et d'investissement de la commune.

Pour 2025, les recettes fiscales bénéficieront à nouveau de la revalorisation automatique des valeurs locatives qui progresseront de 1.7%.

Ainsi, en retenant un scénario de maintien des taux et une augmentation nominale des bases d'imposition de l'ordre de +1.7%, les prévisions de recettes relatives au produit des taxes seraient en augmentation par rapport à 2024 d'environ 20 000 €.

fiscalité locale 2025 - simulation maintien taux - évolution bases +1,7%

TAXES DIRECTES LOCALES	Bases d'imposition 2024	Bases d'imposition prévisionnelles 2025	Taux 2024	Taux 2025	Produit 2024	Produit 2025	Evolution 2025/2024
<i>Taxe d'habitation (TH) Résidences secondaires</i>	170 781,00	173 684,28	15,25%	15,25%	26 044,10	26 486,85	1,70%
<i>Taxe foncière bâti (TFPB) Hors locaux professionnels</i>	3 877 628,00	3 943 547,68	28,10%	28,10%	1 089 613,47	1 108 136,90	1,70%
<i>Taxe foncière bâti (TFPB) Locaux professionnels</i>	1 614 643,00	1 614 643,00	28,10%	28,10%	453 714,68	453 714,68	0,00%
<i>Taxe foncière non bâti (TFPNB)</i>	54 077,00	54 996,31	59,33%	59,33%	32 083,88	32 629,31	1,70%
Total					1 601 456,14	1 620 967,74	1,22%

(Bases d'imposition prévisionnelles 2025 non notifiées à ce jour)

Le budget primitif 2025 pourra être élaboré sur la base de cette simulation.

Une augmentation des taux en 2025 engendrerait des recettes fiscales supplémentaires et contribuerait à accroître la capacité d'épargne brute de la commune. L'épargne brute est le principal indicateur de la santé financière d'une collectivité locale et le levier essentiel de l'investissement local.

Toutefois, considérant la volonté du Maire de ne pas augmenter excessivement la pression fiscale sur les ménages il sera proposé au conseil municipal de maintenir en 2025 les taux d'imposition à leur niveau antérieur.

c) **La dotation globale de fonctionnement (DGF)**

En 2025, la DGF augmentera de 150 millions d'euros d'après la Loi de Finances 2025.

Il est rappelé que la DGF des communes se compose de différentes dotations, attributions et contributions au titre du fonds de péréquation. La dotation forfaitaire (DF) des communes est la composante essentielle de la DGF et la principale dotation de l'Etat aux collectivités locales.

La DGF attribuée à la commune d'Ingwiller devrait rester stable en 2025 malgré une probable baisse de la DF. Cette dernière évolue en effet en fonction de la population de la commune.

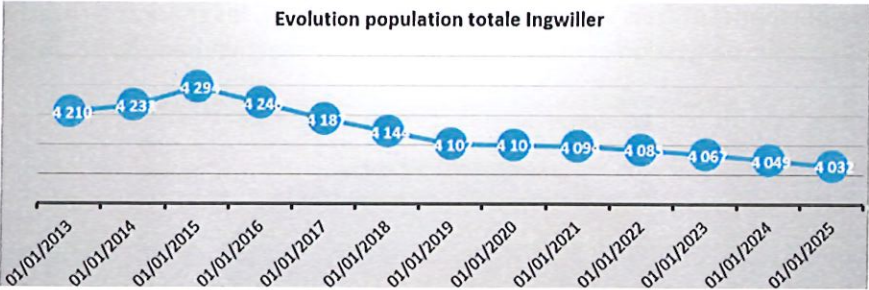
Pour mémoire, la commune d'Ingwiller a perçu en 2024 un montant de 560 497 € se décomposant comme suit :

Dotation forfaitaire (DF)	301 657 €
Dotation de solidarité rurale « bourg centre » (DSR BC)	192 894 €
Dotation de solidarité rurale « péréquation » (DSR P)	65 946 €
Montant Dotation globale de fonctionnement (DGF)	560 497 €

Si la DF est en baisse régulière depuis des années en raison de la perte de population de la commune, la dotation de solidarité rurale « bourg centre » (DSR BC) et la dotation de solidarité rurale « péréquation » (DSR P) sont plutôt en hausse.

La part DF versée à la commune d'Ingwiller sera à nouveau en diminution par rapport à 2024 en raison d'une nouvelle baisse de la population. Cette dernière s'établit désormais à 4 032 habitants, soit une perte de 17 habitants par rapport à 2024.

Le graphique suivant montre l'évolution de la population d'Ingwiller depuis 2013. On remarque une baisse constante amorcée en 2015 et qui se traduit par une perte de 262 habitants en 10 ans.

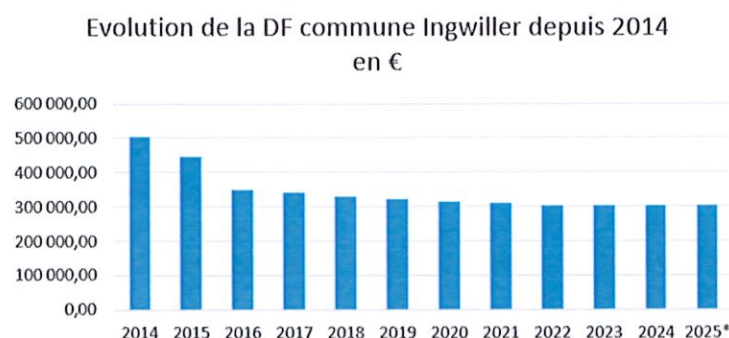


A ce jour la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) n'a pas encore publié les informations concernant le montant de DF que percevra la commune d'Ingwiller en 2025.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la DF depuis 2014.

Evolution de la DF depuis 2014			
Année	Montant €	Perte en %	Perte en €
2014	503 899,00		
2015	446 156,00	11,46	57 743,00
2016	350 362,00	21,47	95 794,00
2017	341 439,00	2,55	8 923,00
2018	331 425,00	2,93	10 014,00
2019	321 608,00	2,96	9 817,00
2020	316 132,00	1,65	5 476,00
2021	309 566,00	2,04	6 566,00
2022	304 358,00	1,65	5 208,00
2023	302 791,00	0,51	1 567,00
2024	301 657,00	0,36	1 134,00
2025*	301 657,00	0,00	0,00
Perte depuis 2014		40,14	202 242,00

* Montant 2024 non communiqué



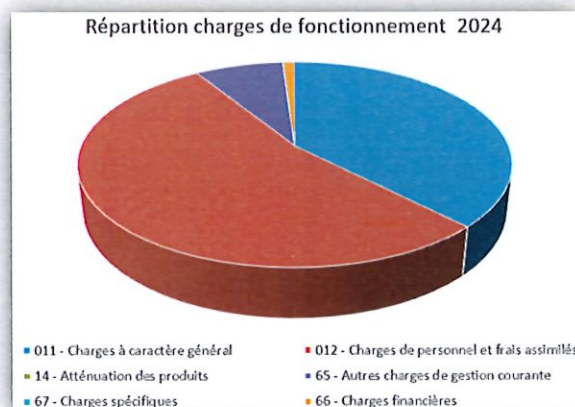
Remarque : A l'occasion d'une récente intervention à la journée finances de l'association d'élus Intercommunalités de France, Mme Cécile Raquin, directrice générale de la DGCL, a précisé que les montants individuels de DGF ne pourraient sans doute pas être communiqués avant le 31 mars de cette année, ce qui pourrait permettre aux collectivités de décaler d'autant le vote de leur budget primitif en application du dernier alinéa de l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales.

d) Les charges de fonctionnement

Charges de fonctionnement en €	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution 2024/2023	
011 - Charges à caractère général	898 318,74	841 973,55	804 183,59	900 549,60	908 355,52	911 460,88	1 078 786,01	167 325,13	18,36%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	1 257 542,04	1 283 128,04	1 309 597,94	1 313 123,85	1 327 013,04	1 523 801,80	1 532 299,79	8 497,99	0,56%
14 - Atténuation des produits	-	-	82,96	-	-	-	-	-	-
65 - Autres charges de gestion courante	158 157,17	160 130,30	175 199,13	158 835,22	194 492,36	181 632,54	223 478,15	41 845,61	23,04%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	2 314 017,95	2 285 231,89	2 289 063,62	2 372 508,67	2 429 860,92	2 616 895,22	2 834 563,95	217 668,73	8,32%
67 - Charges spécifiques	1 699,99	2 047,90	1 229,40	438,00	26 374,87	1 545,34	10,00	- 1 535,34	-99,35%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTERETS	2 315 717,94	2 287 279,79	2 290 293,02	2 372 946,67	2 456 235,79	2 618 440,56	2 834 573,95	216 133,39	8,25%
66 - Charges financières	40 629,24	37 946,36	34 699,45	31 132,89	40 243,20	33 429,33	29 318,18	- 4 111,15	-12,30%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (Dépenses réelles)	2 356 347,18	2 325 226,15	2 324 992,47	2 404 079,56	2 496 478,99	2 651 869,89	2 863 892,13	212 022,24	8,00%

Les charges de fonctionnement sont en augmentation de 8 % en 2024 par rapport à 2023 (la progression en 2023 était de + 6.16%).

Si les charges de personnel et frais sont stables (+0.56%) en 2024, les charges à caractère général et les autres charges de gestion courantes augmentent respectivement de 18.36% et 23%.



Les charges de fonctionnement en hausse en 2024 :

➤ Chapitre 011 « Charges à caractère général » :

On note une hausse des charges à caractère général en 2024 plus importante que les années précédentes (+18.36% par rapport à 2023).

Les comptes pour lesquels les hausses ont été les plus marquées sont les suivants :

- 60612 – « Fournitures non stockables - Energie – Electricité » : le montant en hausse passe de 107 366 € en 2023 à 114 519 € en 2024 ;
- 60621 – « Fournitures non stockées – Combustibles » (Gaz) : le montant en hausse passe de 64 789 € en 2023 à 131 877 € en 2024 soit une hausse spectaculaire de 67 088 € ;
- 60632 – « Fournitures petits équipements » : le montant en hausse passe de 49 300 € en 2023 à 63 545 € en 2024 ; cette situation s'explique notamment par l'acquisition de supports à vélos réalisés par l'entreprise KEIFF, des achats de fournitures diverses comme par exemple les drapeaux pour la mairie et le bureau de police municipale, l'acquisition de petit outillage ;
- 60633 – « Fournitures non stockées - Fournitures de voirie » : une hausse des dépenses d'environ 4 000 € en 2024 qui s'explique essentiellement par l'acquisition de signalisation verticale et la rénovation de la signalisation horizontale (notamment Rte de Bitche et zone bleue au centre-ville) ; une seule cargaison de sel (30 tonnes) a été achetée en 2024 ;
- 6067 – « Fournitures non stockées - Fournitures scolaires » : une hausse de 7 115 € en 2024 qui s'explique par le rachat à la commune de Weinbourg de matériels scolaires pour un montant de 3 950 € (Weinbourg ayant rejoint le regroupement pédagogique d'Ingwiller) ; les classes supplémentaires entraînent également une hausse des dépenses de ce compte par rapport aux années précédentes ;
- 611 – « Contrats de prestations de services » : des dépenses en forte hausse en 2024 (+ 23 081 €) en raison de la hausse des prix des contrats en cours et surtout des nouveaux contrats mis en place pour la mairie rénovée (payés pour la première fois sur une année complète) : contrats de maintenance informatique, d'hébergement, de sauvegarde et de maintenance du serveur informatique, abonnements « SaaS » aux logiciels bureautique et métiers, abonnement antivirus, abonnements fibre et téléphonie, abonnement « SaaS » au logiciel du tableau numérique d'affichage légal, contrat annuel pour nettoyage des locaux, contrat de vérification de l'ascenseur ;
- 61521 – « Entretien et réparations sur terrains » : une dépense exceptionnelle de 9 964 € en 2024 pour une opération d'enlèvement de tombes au cimetière en vue de l'extension du columbarium ;
- 61524 – « Entretien et réparations sur bois et forêts » : des dépenses en hausse de 28 579 € en 2024 liée à l'augmentation du volume des travaux d'exploitation effectués en 2024 (notamment au Bannholz) ;

- 61558 – « Entretien et réparations sur autres biens mobiliers » : une hausse de 15 627 € en 2024 qui s'explique par les travaux de réparation de la saleuse (13 213 €) et le remplacement de la clôture du collège sinistrée par la chute d'un arbre (1 062 €) ;
- 6161 – « Primes d'assurances multirisques » : une augmentation de 3 500 € en 2024 par rapport à 2023 de l'assurance multirisques de la commune (2023 avait déjà été marquée par une hausse de 4 700 €) ;
- 62268 – « Autres honoraires, conseils » : une hausse notable de 10 662 € causée notamment par la réalisation par géomètre du relevé d'intérieur et des façades de l'immeuble sis 103 rue du Gal Goureau pour (6 240 €) et la hausse des honoraires versés à l'ONF pour les travaux sylvicoles (volume de travaux plus important en 2024) ;
- 63512 – « Taxes foncières » : une hausse de 5 349 € par rapport à 2023 (s'explique par la revalorisation des bases, acquisitions nouvelles, extension locaux existants et une erreur de facturation de l'administration fiscale pour un bien immobilier) ;

Les dépenses en matière d'énergie sont nettement en hausse en 2024 avec une augmentation de 7 519 € pour l'électricité et 67 088 € pour le gaz.

Evolution dépenses d'énergie	2022	2023	2024
Gaz	62 556 €	64 789 €	131 877 €
Electricité	117 000 €	107 000 €	114 519 €
(Dont éclairage public)	43 016 €	28 937 €	30 343 €
Carburants	18 000 €	24 000 €	21 000 €

En ce qui concerne le gaz, d'après les données de consommation téléchargées sur le site GRDF, le volume global consommé est légèrement supérieur à celui de l'année passée : 1 091 138 kWh en 2024 contre 1 089 573 kWh en 2023.

Les quatre plus gros sites de consommation sont le gymnase, le groupe scolaire, l'hôtel de ville et l'école de musique.

Les consommations de l'hôtel de ville et du bureau de police municipale ont été comptabilisées pour la première fois sur une année complète et sont donc logiquement en hausse par rapport à l'année 2023. Certains sites se sont en revanche caractérisés par une baisse des volumes consommés : groupe scolaire, gymnase, gare, école de musique et espace socioculturel.

En ce qui concerne l'électricité, les données transmises par le fournisseur le 06/03/2025 témoignent d'une baisse des volumes consommés par rapport aux années passées surtout en matière d'éclairage public.

Le volume global facturé en 2024 s'élève à 425 907 kWh (dont 90 112 kWh d'éclairage public) alors que la moyenne de consommation annuelle sur la période 2022/2024 s'établit à 511 000 kWh (dont 196 500 kWh d'éclairage public).

Les bâtiments les plus énergivores sont le gymnase, l'espace socioculturel, le groupe scolaire/périscolaire et la mairie.

Les dépenses en matière de carburant sont en baisse par rapport à l'année 2023 (- 3 000 €) mais restent supérieures aux dépenses de 2022.

La commune a acquis deux véhicules électriques en cours d'année pour rénover sa flotte automobile ce qui a permis de réduire les dépenses en matière de carburant.

Les deux véhicules thermiques remplacés parcouraient en moyenne 13 600 km/an pour l'un et 11 800 km/an pour l'autre.

Le nombre total de kilomètres parcourus en 2024 est d'environ 75 000 Km. La moyenne annuelle est d'environ 85 000 km (calcul approximatif basé sur la date de première immatriculation du véhicule et le nombre total de kilomètres au compteur au 01/01/2025).

En ce qui concerne les véhicules à compteur horaire, la durée annuelle moyenne d'utilisation s'élève à environ 1 060 heures/an (2024 se situe dans cette moyenne).

Il est rappelé que la commune bénéficiait de contrats de fournitures d'énergie à des tarifs raisonnables jusqu'à la fin de l'année 2023 grâce à des contrats signés avant la période de forte inflation.

Les contrats de fourniture de gaz et d'électricité ont été renouvelés en 2024 après avis d'appel public à la concurrence.

Les nouveaux tarifs plus élevés de ces contrats sont la principale cause de l'augmentation des dépenses d'énergie de la commune en 2024.

On note notamment la tendance à la hausse de la part abonnement (part fixe) qui limite l'impact positif des efforts faits en matière d'économies d'énergie (extinction de l'éclairage public).

➤ Chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » :

On note une hausse modérée de 0.56 % des charges de personnels en 2024 par rapport à 2023. La hausse était de 14.83% l'année dernière.

Toutefois, il convient de rappeler que la forte progression des dépenses de 2023 était liée à une hausse des dépenses au compte 6218 – « Autres personnels extérieurs » sur lequel a été comptabilisé le reversement à la CCHLPP d'une somme de 93 330.98 € correspondant au montant de sa contribution au frais des personnels affectés au fonctionnement du centre de vaccination *anti-COVID* d'Ingwiller (cette dernière avait perçu une subvention de l'ARS au titre des dépenses engagées par la CCHLPP pour le fonctionnement du centre de vaccination).

Sans prise en compte de cette dépense de 93 330.98 €, la hausse des charges de personnels aurait été de 7.8% en 2023 et 7.12% en 2024.

Les raisons de l'évolution à la hausse des charges de personnel sont les suivantes :

- la progression mécanique des carrières des agents ;
- le renforcement de l'équipe administrative par un agent supplémentaire le 1^{er} octobre 2023 (traitement sur une année complète pour la première fois en 2024) ;
- le recrutement d'un apprenti aux services techniques en 2023 (traitement sur une année complète pour la première fois en 2024) ;
- l'augmentation générale du point d'indice des agents publics de 1.5% au 1er juillet 2023 (décidée par le gouvernement) qui a été appliquée pour la première fois sur l'année complète en 2024 ;
- l'attribution de 5 points d'indice à tous les agents à partir du 1er janvier 2024 (décidée par le gouvernement) ;
- la revalorisation de 2 % du SMIC à partir du 1er novembre 2024 qui a entraîné le versement d'une "indemnité différentielle" aux agents publics dont le traitement indiciaire minimal est passé sous le montant du salaire minimal (décidée par le gouvernement) ;
- La revalorisation au 1er juillet 2024 de la participation employeur pour le risque santé des agents en activité au sein de la commune dans la limite de 200 € (décision du conseil municipal) ;

- la revalorisation du RIFSEEP (« Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel ») des agents dont la situation a évolué en cours d'année et dont la cotation du poste a été modifiée en conséquence (selon expérience, nouvelles habilitations, réussite à un concours, nouvelles responsabilités).

A noter également une augmentation de la cotisation pour assurance du personnel (compte 6455) : la cotisation a augmenté une nouvelle fois en 2024 (+ 21 037 €) et passe ainsi de 45 035 € en 2023 à 66 073 € en 2024 (soit quasiment le double de la cotisation de 2022).

Il s'agit de la couverture des risques statutaires des agents de la commune. Les risques statutaires sont les prestations que la collectivité doit verser aux agents pour garantir le maintien de son traitement en cas de maladie, de maternité, d'incapacité de travail ou d'invalidité.

La signature d'un nouveau contrat plus intéressant le 1^{er} janvier 2025 devrait permettre de réaliser des économies sur ce poste à l'avenir.

Les charges de personnel représentent 53% des charges de fonctionnement en 2024 soit le même niveau qu'en 2022 (le taux était de 57% en 2023).

Les charges de fonctionnement en baisse en 2024 :

➤ Chapitre 011 « Charges à caractère général » :

- 60622 – « Fournitures non stockées – Carburants » : les dépenses en matière de carburant sont en baisse par rapport à l'année 2023 (- 3 000 €) ;
- 615221 – « Entretien et réparations bâtiments publics » : baisse de 5 786 € en 2024 par rapport à 2023 ; moins de réparations nécessaires sur les bâtiments publics (mairie - écoles - églises) ; la réparation de la sirène de la mairie a constitué l'essentiel des dépenses de l'année ;
- 615228 – « Entretien et réparations autres bâtiments » : baisse de 3 713 € en 2024 contre 8 662 € en 2023 (moins de réparations nécessaires sur les bâtiments communaux) ;
- 615232 – « Entretien et réparations sur réseaux » : baisse de 3 420 € en 2024 ;
- 61551 – « Entretien et réparations sur matériel roulant » : baisse de 8 152 € en 2024 en raison d'une diminution des besoins de réparation sur les véhicules ;
- 6156 – « Maintenance » : baisse de 3 778 € en 2024 ;
- 6232 – « Fêtes et cérémonies » : un montant en baisse de 10 747 € en 2024 et qui revient à un niveau plus habituel (2023 s'était caractérisée par des dépenses plus importantes en raison de l'inauguration de la nouvelle mairie) ;
- 6283 – « Frais de nettoyage des locaux » : dépenses en baisse de 3 540 € en 2024 : des dépenses avaient été comptabilisées sur ce poste pour payer les frais de nettoyage ponctuels de la mairie après chantier de restructuration et après inauguration ;

➤ Chapitre 66 « Charges financières » :

- 66111 – « Intérêts réglés à l'échéance » : diminution notable des dépenses qui passent de 33 429 € en 2023 à 29 318 € en 2024.

Orientations 2025 pour les charges de fonctionnement :

Les charges de fonctionnement augmenteront à nouveau en 2025 notamment pour les raisons suivantes :

- L'évolution mécanique des carrières des agents ;
- La décision du Gouvernement de revaloriser de 2 % le SMIC au 1er novembre 2024 entraînant le versement d'une "indemnité différentielle" aux agents publics dont le traitement indiciaire minimal est passé sous le montant du salaire minimal s'appliquera pour l'année complète en 2025 ;
- La décision du conseil municipal de revaloriser à compter du 1er juillet 2024 la participation employeur pour le risque santé des agents en activité au sein de la commune dans la limite de 200 € s'appliquera pour l'année complète en 2025 ;
- Le nouveau régime indemnitaire de la police municipale applicable depuis le 1^{er} janvier 2025 et qui repose sur une nouvelle prime dénommée indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (décision du conseil municipal du 25/11/2024) ;
- Baisse de 20% de l'aide versée par l'Etat à la collectivité pour l'emploi d'un agent dans le cadre d'un contrat unique d'insertion (CUI) ;
- la revalorisation du RIFSEEP (« Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel ») des agents dont la situation évolue en cours d'année et dont la cotation de poste est modifiée en conséquence (selon expérience, nouvelles habilitations, réussite à un concours, nouvelles responsabilités...) ;
- Le décret n°2025-86 du 30 janvier 2025 qui prévoit une augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL à compter du 1er janvier 2025 pour atteindre 43,65% en 2028 : le taux était de 31,65 % en 2024 et passe à 34.65% en 2025 ; Pour Ingwiller l'augmentation s'élèvera à environ 20 000 €/an sur la période précitée ;
- Les nouveaux contrats de fourniture d'énergie (électricité et gaz) entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2025 ;
- L'augmentation de la taxe sur l'électricité, l'accise (dénommée CSPE) au 1er février 2025 conformément à la décision des pouvoirs publics ;
- L'augmentation en 2025 du prix de l'électricité fournie dans le cadre des contrats intégrant le mécanisme de l'ARENH (accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique) en raison du phénomène d'écêtement ;
- L'augmentation au 1^{er} janvier 2025 de la taxe sur le gaz TICGN, désormais appelée « Accise sur les gaz naturels », conformément à l'article 2 de l'Arrêté du 20 décembre 2024 « constatant les tarifs de certaines impositions sur les biens et services » ;
- L'augmentation généralisée des prix dans de nombreux domaines, notamment celui des contrats de maintenance et de prestation de service.

La collectivité poursuivra ses efforts pour freiner la hausse des dépenses de fonctionnement.

L'enjeu est bien évidemment d'optimiser les dépenses sans dégrader la qualité de service garantie aux citoyens et aux usagers.

La commune a depuis toujours été préoccupée par la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement et par la bonne utilisation des deniers publics.

La commune a ainsi pour habitude de sélectionner les meilleurs fournisseurs en comparant les différentes offres de marché, même s'il s'agit d'achats qui ne sont pas soumis par le code des marchés publics à une procédure de mise en concurrence préalable.

Les renégociations régulières des différents contrats, la mise à jour de leur contenu en fonction de l'évolution des besoins de la commune, la vérification systématique des factures sont des pratiques régulières pour rechercher des économies.

La gestion optimale des ressources humaines est également une préoccupation permanente. Cela passe notamment par un ajustement précis des moyens humains en fonction des missions et compétences de la commune.

Dans un contexte de forte inflation du coût de l'énergie et compte-tenu de l'ampleur des dépenses en la matière il est primordial de mettre en place des actions pour en réduire la consommation.

Des investissements ciblés pourront aider à réduire la facture énergétique et donc limiter la hausse des dépenses de fonctionnement à l'avenir : poursuite du programme de remplacement de l'éclairage public traditionnel par des luminaires LED, isolation des bâtiments énergivores, rénovation des systèmes de chauffages...

3) La section d'investissement

a) L'investissement en 2024

Les dépenses d'investissement sont diverses : elles incluent les remboursements d'emprunt, les subventions d'équipement versées et les dépenses d'équipement brut.

Les dépenses d'équipement brut incluent les immobilisations incorporelles (compte 20 – biens immatériels comme les frais d'études), les immobilisations corporelles (compte 21 – biens physiques comme les bâtiments, terrains ou véhicules), les travaux en cours (compte 23) et les opérations pour compte de tiers (comptes 456 et 457).

		Population 4094		Population 4085		Population 4067		Population 4049
Chapitre	Réalisé 2021	€/hab	Réalisé 2022	€/hab	Réalisé 2023	€/hab	Réalisé 2024	€/hab
16 - Emprunts et dettes assimilées	288 701,23	70,52	453 487,25	111,01	316 508,15	77,82	319 155,30	78,82
20 - Immobilisations incorporelles	29 856,00	7,29	15 052,00	3,68	2 100,00	0,52	28 214,27	6,97
21 - Immobilisations corporelles	541 427,84	132,25	2 164 077,18	529,76	2 201 949,87	541,42	860 252,51	212,46
23 - Immobilisations en cours	15 346,17	3,75	10 240,74	2,51	-	-	-	-
45 - Opération pour compte de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-
204 - Subventions d'équipement versées	38 923,91	9,51	33 272,42	8,15	33 944,13	8,35	49 853,17	12,31
TOTAL Dépenses hors dépenses financières (hors 16)	625 553,92	152,80	2 222 642,34	544,10	2 237 994,00	550,28	938 319,95	231,74
TOTAL Dépenses d'équipement brut (20+21+23+45)	586 630,01	143,29	2 189 369,92	535,95	2 204 049,87	541,94	888 466,78	219,43
TOTAL Dépenses d'investissement	914 255,15	223,32	2 676 129,59	655,11	2 554 502,15	628,10	1 257 475,25	310,56

Dépenses indirectes

Dépenses directes = Dépenses d'équipement brut

Charges financières

Le montant des dépenses d'équipement brut (comptes 20, 21, 23 et 45) du budget principal en 2024 était de 888 466,78 € soit 219 €/habitant (contre 2 204 049 € soit 542 €/habitant en 2023 - la moyenne nationale de la strate « villes moyennes de 3500 à 5000 habitants » étant de 316€/habitant).

Ce ratio est en forte diminution en 2024 en raison de l'achèvement de l'opération de restructuration de la mairie d'Ingwiller en cours d'année.

Pour mémoire, le ratio était en forte progression les deux années précédentes, soutenu essentiellement par les dépenses consacrées à la rénovation et à l'extension de l'hôtel de ville.

Des dépenses d'un montant de 1 763 219 € avaient ainsi été comptabilisées sur le compte « 21311 – constructions bâtiments administratifs » en 2023 (contre seulement 456 657 € en 2024).

Par ailleurs, les dépenses d'investissement réalisées dans le cadre de l'opération de réaménagement de la Rte de Haguenau, préfinancées par la CCHLPP et refacturées à la commune, n'ont pas pu être comptabilisées sur l'exercice 2024 en raison de la transmission tardive des décomptes. Ce montant s'élèvera en principe à plus de 600 000 €.

La liste ci-dessous présente les dépenses d'investissement réalisées en 2024 :

Principaux investissements réalisés en 2024	€ TTC
D001 - Déficit d'investissement n-1	1 044 955
Restructuration/extension de la mairie d'Ingwiller - Marchés travaux et maîtrise d'œuvre	454 907
Remboursement capital emprunts	319 155
Requalification centre-ville rue du 11 Novembre/Grange aux Dîmes : - Solde lot 3 "Aménagements paysagers" (9982,52€) - Enfouissement réseau orange (2662,71€) - Fouilles archéologiques (68 115,60 €)	80 761
Acquisition Immeuble 3 rue Liewer	62 112
Acquisition de deux véhicules électriques pour les services techniques de la ville	56 668
Relevage de l'orgue de l'église catholique (solde)	51 385
Versement attribution de compensation travaux antérieurs éclairage public et voirie	46 663
Rénovation fenêtres de toit groupe scolaire	32 309
Désimperméabilisation et végétalisation des cours du Groupe Scolaire d'Ingwiller (étude de faisabilité - Mission de Maîtrise d'œuvre - fouilles archéologiques - mission SPS)	25 484
Remplacement de 4 poteaux d'incendie (Rue des Noyers, Rue du Moulin Vollach, Rue de la Brasserie)	22 752
Théâtralisation de l'espace urbain - plafond décoratif centre-ville	20 302
Travaux d'aménagement de terrains aux ateliers municipaux (déblais et mise en centre de retraitement déchets avant travaux bassin de pollution)	18 156
Acquisition d'une cuve d'arrosage 1800l pour espaces verts	11 845
Acquisition d'une autolaveuse pour le gymnase	9 409
Restructuration Stade plateau sportif - études	9 136
Aménagement d'une buvette au gymnase	8 856
Travaux réparation cloches église catholique	5 449
Aménagement columbarium espace funéraire - fourniture et pose cavurnes et dalles en grès	4 147
Acquisition de supports vélos et poubelles	3 733
Acquisition armoires pour les écoles	2 941
Acquisition de matériel informatique pour la police municipale	2 704
Subvention Club de Tennis pour rénovation terrains	2 533
Acquisition de cylindre numériques pour le groupe scolaire	2 183
Acquisition mobilier électoral	1 739
Acquisition d'un lave-verre pour la cuisine de la mairie	1 350
Acquisition panneaux de voirie	1 294
Acquisition d'une ponceuse avec extracteur pour les ateliers municipaux	1 119
Tabourets ergonomiques pour l'école	1 012
Subvention club de gymnastique (acquisition divers matériel)	697
Total	2 305 758

c) L'investissement en 2025

Le projet de végétalisation des cours du groupe scolaire sera le point d'orgue du programme d'investissement de la commune en 2025 mais de nombreux autres projets d'investissement rythmeront l'année.

Par ailleurs, les différentes études amorcées en 2024 se poursuivront en 2025 avec l'objectif de concrétiser les futurs projets structurants de la ville : rénovation de plateau sportif, démolition de l'ancien centre de secours rue du Fossé, restructuration d'ilots dégradés au centre-ville, réaménagement et sécurisation de la rue des Ecoles.

Certaines opérations engagées précédemment, comme la rénovation/extension de l'hôtel de Ville et le réaménagement de la Rte de Haguenau, seront achevées en cours d'année.

Le programme d'investissements de 2025 souhaité par la municipalité est une nouvelle fois ambitieux. Il se composera d'opérations déjà engagées et de projets d'investissements nouveaux :

Principaux investissements prévus en 2025	€ TTC
Réaménagement Voirie Rte de Haguenau - Travaux part commune selon convention avec CCHLPP	624 000
Travaux de Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école du groupe scolaire d'Ingwiller - Lot n°2 "Aménagements paysagers"	480 130
Travaux de Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école du groupe scolaire d'Ingwiller - Lot n°1 "Travaux de voirie et de réseaux humides »	466 892
D001 - Déficit d'investissement n-1 (hors RAR)	418 937
Remboursement capital des emprunts	321 831
Requalification centre bourg - rue du 11 Novembre - Grange aux Dîmes	263 426
Restructuration/extension de la mairie d'Ingwiller – Travaux	104 000
Acquisitions foncières diverses	100 000
Versement attribution de compensation travaux antérieurs éclairage public et voirie	89 332
Travaux de voirie rue de la Forêt	69 600
Remplacement du parquet de l'espace socioculturel (remplacement parquet, déplacement gradins et mission bureau de contrôle)	57 000
Acquisition d'un véhicule plateau neuf pour les services techniques de la ville	55 697
Réaménagement Voirie Rte de Haguenau - Travaux d'enfouissement réseaux secs y compris parties privées	52 938
Travaux d'aménagement d'une plateforme de stockage aux ateliers municipaux	47 880
Travaux de réfection mur de soutènement au Groupe scolaire	42 000
Restructuration du plateau sportif - Etude de faisabilité structure ancien Gymnase	35 880
Désimperméabilisation et végétalisation des cours du Groupe Scolaire d'Ingwiller - Mission de Maîtrise d'œuvre	34 764
Fourniture et pose décorations/illuminations de Noël	33 368
Alarme PPMS Groupe scolaire	30 000
Acquisition d'un véhicule polyvalent pour les services municipaux de la mairie	30 000
Théâtralisation de l'espace urbain - fourniture et pose d'un système d'accroche pour plafond décoratif au centre-ville	27 180
Subventions d'équipement versées aux associations	27 000
Aides communales OPAH 2025	26 200
Réaménagement Voirie Rte de Haguenau - Travaux d'enfouissement Rosace	24 453
Réaménagement Voirie Rte de Haguenau - Mission de maîtrise d'œuvre - part commune selon convention avec CCHLPP	24 000
Fourniture et Pose porte de garage basculante, fenêtre et porte pour la dépendance Espace Jacob Lazarus (Garage Police Municipale)	21 211
Travaux de rénovation de voirie rue du Rauschenbourg (portion vers chemin rural)	20 400
Audit énergétique bâtiments communaux	20 000

Remplacement poteaux d'incendie	15 000
Acquisition deux réserves d'eau pour défense contre l'incendie - fourniture et pose (stand de tir et secteur rue de la forêt)	15 000
Acquisition borne d'accueil mairie d'Ingwiller (fourniture et pose)	15 000
Rénovation ateliers municipaux : remplacement ouvrants anciens ateliers	15 000
Frais d'études diverses (projets PVD)	15 000
Acquisitions diverses de terrains nus et terrains de voirie	15 000
Mise aux normes de hauteur du garde-corps Rue du Pasteur Herrmann	14 789
Mission de maîtrise d'œuvre - Réalisation des études et diagnostics pré opérationnels (phases ESQ/APS/APD) "démolition friche ancien Centre de Secours - revalorisation rempart - réaménagement paysager de la parcelle cadastrée section 1 n° 45 à Ingwiller" (programme Petites Villes de Demain – action « Transformation des coupures urbaines en coutures urbaines)	14 340
Travaux de curage de fossés divers sites de la communes	14 316
Réfection façade dépendance Espace Jacob Lazarus (Garage Police Municipale)	13 200
Restructuration/extension de la mairie d'Ingwiller - Marchés maîtrise d'œuvre (reste à payer y compris avenant et révision)	13 000
Aménagement d'un abri à vélos pour le groupe scolaire	10 000
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) SERS - opération de restructuration d'îlots dégradés au centre-ville d'Ingwiller	10 000
Acquisition mobilier urbain espaces publics	10 000
Divers travaux d'investissements	10 000
Divers études et diagnostics selon besoins	10 000
Installations stores extérieur façade OUEST Hôtel de Ville	10 000
Travaux de génie civil pour réparation liaison éclairage public (armoire H et mât 193 H Rte de Bouxwiller)	9 942
Etude SERS - PROCIVIS ALSACE - opération de restructuration d'îlots dégradés au centre-ville d'Ingwiller	9 576
Mise aux normes paratonnerres églises catholique et protestante	7 850
Acquisition mobilière pour l'école (armoires - tabouret ergonomique)	6 000
Aménagement columbarium espace funéraire - fourniture et pose cavurnes et dalles en grès	5 400
Réaménagement Voirie Rte de Haguenau - Travaux d'enfouissement Orange	4 540
Acquisition de matériel informatique divers	4 000
Opération "réaménagement et sécurisation de la rue des écoles" - Maîtrise d'œuvre (part commune)	3 802
Acquisition d'un copieur pour la musique municipale	3 540
Restructuration du plateau sportif - Mission d'accompagnement confiée au CAUE	3 500
Aménagements placette rue de la Poudrière - Plantations	3 000
Remplacement d'un store rideau motorisé au gymnase local de stockage	3 000
Acquisition d'un radar pédagogique à alimentation solaire	2 597
Acquisition outillage occasion (vente KEIFF)	2 160
Acquisition outillage espaces verts	2 000
Acquisition outillage services techniques	2 000
Acquisition signalisation routière (panneaux de voirie)	1 200
Acquisition d'une imprimante multifonctions pour l'accueil de la mairie	700
Total	3 842 571

Le programme d'investissements de 2025 sera financé à l'aide des recettes suivantes :

Prévisions de recettes 2025	€
1068 - Couverture du besoin de financement de la section d'investissement par l'excédent de fonctionnement (déficit d'investissement RAR y compris)	934 830
Virement section fonctionnement à l'investissement	850 000
Subvention Agence de l'Eau Rhin Meuse - Projet cour d'école - Travaux	286 624
Subvention Région Grand Est - Projet cour d'école - Travaux	245 379
Produit Cession maison Rue du 11 Novembre	235 000
Amortissements	215 806
Subvention AERM reversée par CCHLPP pour l'opération "Travaux de réaménagement de la voirie Rte de Haguenau"	177 336
Produit Cession maison Rue du Gal De Gaulle	163 000
FCTVA	129 451
Subvention DSIL reversée par CCHLPP pour l'opération "Travaux de réaménagement de la voirie Rte de Haguenau"	123 765
Subvention Collectivité Européenne d'Alsace - Projet cour d'école - Travaux	100 000
Produit cession maison 1 rue de la Gare	100 000
Subvention fouilles archéologiques centre-bourg	91 530
Subvention DETR - Projet Mairie - Travaux	72 740
Subvention Région Grand Est "CLIMAXION" - Projet Mairie -Travaux (solde)	61 170
Subvention étude structure (Banque des Territoires + Région Grand Est) 50% de 29900 € HT	14 500
CEE - Projet Mairie - Travaux	11 380
Subvention DSIL - Relevage Orgue (solde)	10 500
Taxe d'aménagement	10 000
Subvention "PVD+ » (Banque des Territoires + Région Grand Est) Etudes de démolition ancien centre de secours (80% du montant HT des études de 11950 € HT)	9 560
Total	3 842 571

4) Les résultats provisoires de l'année 2024 (Budget Ville)

BUDGET PRINCIPAL	Fonctionnement		Investissement	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Réalisé 2024	4 813 259,97	-3 073 814,33	1 890 104,68	-2 309 041,18
Solde d'exécution budgétaire	1 739 445,64		-418 936,50	
	1 320 509,14			
Restes à réaliser	0,00	0,00	437 160,00	-953 054,00
Solde des restes à réaliser (RAR)	0,00		-515 894,00	
Solde d'exécution budgétaire avec restes à réaliser	1 739 445,64		-934 830,50	
Solde cumulé	804 615,14			

Total dépenses hors RAR :	-5 382 855,51	1 320 509,14
Total Recettes hors RAR :	6 703 364,65	
Total dépenses y compris RAR :	-6 335 909,51	804 615,14
Total Recettes y compris RAR :	7 140 524,65	

Affectation résultat proposée	
Section de fonctionnement	
Résultat de clôture à affecter (résultat de fonctionnement cumulé 2024)	1 739 445,64
Couverture du besoin réel de financement de la section d'investissement (RAR inclus)	934 830,50
Excédent reporté en section de fonctionnement (R002)	804 615,14
Section d'investissement	
Solde d'exécution en investissement (RAR inclus)	- 934 830,50
Résultat d'investissement reporté (D001)	- 418 936,50
Couverture du besoin réel de financement de la section d'investissement (1068)	934 830,50

Les résultats provisoires de l'année 2024			
		DEPENSES	RECETTES
Réalisation de l'exercice	Section de fonctionnement	3 073 814,33 €	3 647 719,04 €
	Section d'investissement	1 264 085,40 €	1 890 104,68 €
Reports de l'exercice	Report en section de fonctionnement (002)	- €	1 165 540,93 €
	Report en section d'investissement (001)	1 044 955,78 €	- €
	TOTAL (réalisations + reports)	5 382 855,51 €	6 703 364,65 €
Restes à réaliser	Section de fonctionnement	- €	- €
	Section d'Investissement	953 054,00 €	437 160,00 €
	TOTAL des restes à réaliser	953 054,00 €	437 160,00 €
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	3 073 814,33 €	4 813 259,97 €
	Section d'Investissement	3 262 095,18 €	2 327 264,68 €
	TOTAL cumulé	6 335 909,51 €	7 140 524,65 €
Excédent de fonctionnement prévisionnel 2024		1 739 445,64 €	
Déficit d'investissement prévisionnel 2024		- 934 830,50 €	
Excédent cumulé 2024		804 615,14 €	

IV) Budget du service des eaux : analyse 2024 et orientations 2025

1) Les résultats provisoires de l'année 2024 (budget eaux)

Service des eaux	Fonctionnement		Investissement	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Réalisé 2024	659 270,45	568 357,68	613 365,51	508 541,76
Solde d'exécution budgétaire	90 912,77		104 823,75	
	195 736,52			
Restes à réaliser (RAR)	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde des restes à réaliser	0,00		0,00	
Solde d'execution budgétaire avec restes à réaliser	90 912,77		104 823,75	
Solde cumulé	195 736,52			

Total dépenses hors RAR :	1 076 899,44	2 349 535,40
Total Recettes hors RAR :	1 272 635,96	
Total dépenses y compris RAR :	1 076 899,44	2 349 535,40
Total Recettes y compris RAR :	1 272 635,96	

Section de fonctionnement	
Résultat de clôture à affecter	90 912,77
Couverture du besoin réel de financement de la section d'investissement	-
Excédent reporté en section de fonctionnement (R002)	90 912,77
Section d'investissement	
Solde d'exécution en investissement	104 823,75
Résultat d'investissement reporté (R001)	104 823,75
Couverture du besoin réel de financement de la section d'investissement (1068)	-

Les résultats provisoires de l'année 2024			
		DEPENSES	RECETTES
Réalisation de l'exercice	Section de fonctionnement	- 568 357,68 €	480 786,64 €
	Section d'investissement	- 501 828,96 €	613 365,51 €
Reports de l'exercice	Report en section de fonctionnement (002)	- €	178 483,81 €
	Report en section d'investissement (001)	- 6 712,80 €	- €
	TOTAL (réalisations + reports)	-1 076 899,44 €	1 272 635,96 €
Restes à réaliser	Section de fonctionnement	- €	- €
	Section d'investissement	- €	- €
	TOTAL des restes à réaliser	- €	- €
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	- 568 357,68 €	659 270,45 €
	Section d'investissement	- 508 541,76 €	613 365,51 €
	TOTAL cumulé	-1 076 899,44 €	1 272 635,96 €
Excédent de fonctionnement prévisionnel 2024		90 912,77 €	
Excédent d'investissement prévisionnel 2024		104 823,75 €	
Excédent cumulé 2024		195 736,52 €	

Dépenses de Fonctionnement :

Des dépenses de fonctionnement sont en nette augmentation en 2024 avec un montant qui s'établit à 568 357 € (contre 389 023 € en 2023).

Cette situation s'explique essentiellement par le virement à la section d'investissement d'un montant de 248 600 € (chapitre 23). Aucun virement n'avait été effectué en l'année passée.

Des baisses significatives ont toutefois touché les chapitres suivants :

- Au chapitre 11 "Charges à caractère général" : -45 145 €.
 - o Le compte « 61523 - Entretien et réparations réseaux » a diminué de 11 000 € ;

- Les comptes « 6071 – compteurs » et « 6063 – fournitures d’entretien et de petits équipements » ont globalement baissé de 8 000 € environ ;
 - Le compte « 6371 – Redevance versée aux agences de l’eau au titre des prélèvements d’eau » a baissé de 2 000 € ;
 - Les compte « 6378 – autres taxes et redevances » a diminué de 23 000 € ;
 - L’année 2024 a été plus calme en matière de travaux d’entretien que l’année 2023.
- Au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : aucune dépense réalisée sur le compte « 6541 – créances admises en non-valeur » alors que celles-ci se sont élevées à 8 850 € en 2023 ;
 - Au chapitre 67 « Charges exceptionnelles » : les dépenses du compte « 673 – Titres annulés sur exercices antérieurs » ont baissé de 24 000 €.

Recettes de Fonctionnement :

D’un montant de 659 270 € en 2024, les recettes de fonctionnement sont en hausse par rapport à 2023 (574 220 €) mais cette évolution repose uniquement sur un résultat d’exploitation reporté plus important que l’année dernière (+95 981 €).

Les recettes liées à la vente d’eau sont en diminution de 11 000 € en 2024 en raison d’une baisse du volume d’eau facturé aux usagers d’Ingwiller.

Ce dernier passe en effet de 236 848 m3 en 2023 à 215 050 m2 en 2024 (soit une baisse de 21 798 m3).

Le volume d’eau facturé aux périmètres voisins de la Moder et de Weinbourg a baissé également, mais dans une moindre mesure : -1 783 m3.

Le produit de la vente d’eau reste néanmoins dans la moyenne des 4 dernières années.

L’augmentation du prix de l’eau décidée par le conseil municipal en 2024 a permis de compenser la perte de recettes entraînée par la baisse de consommation.

Le tableau ci-après présente l’évolution du produit de la vente d’eau de 2021 à 2024 (hors taxes collectées) :

<i>Produit vente d'Eau potable Ingwiller</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>MOYENNE</i>
<i>Volumes facturés en m3 (abonnés)</i>	215 040	261 354	236 848	215 050	232 073
<i>Volumes facturés en m3 (collectivités)</i>	32 192	26 687	32 484	30 701	30 516
<i>Recettes ventes d'eau abonnés en € (part variable)</i>	187 079	221 326	217 343	212 588	209 584
<i>Recettes vente d'eau Collectivités en € (part variable)</i>	14 702	13 306	38 550	21 613	22 043
<i>Recettes part abonnement en € (part fixe)</i>	38 899	44 569	46 605	45 148	43 805
<i>Total en €</i>	240 680	279 201	302 498	279 349	275 432

Dépenses d’Investissement :

Les dépenses d’investissement en 2024 se sont élevées à 508 541 € soit une augmentation de +339 589 € par rapport à 2023.

La plus forte progression concerne les dépenses au chapitre 21 « Immobilisations corporelles ». Ce dernier progresse en effet de + 313 143 € pour atteindre un montant total de 350 249 €.

Il s'agit des dépenses réalisées pour financer :

- L'opération de rénovation de la conduite d'eau potable de la Rte de Haguenau (298 382 €) ;
- Le remboursement à la ville d'Ingwiller des dépenses réalisées pour la rénovation du réseau d'eau potable dans le cadre de l'opération résorption de l'habitat insalubre (27 657 €) ;
- Les investissements réalisés par le SDEA en cours d'année dans le cadre des compétences transférées, notamment la mission « contrôle, entretien et exploitation des installations » (24 000 €).

Recettes d'Investissement :

Des recettes d'investissement d'un montant de 613 365 € en 2024 soit en forte augmentation par rapport à 2023 qui s'était caractérisée par des recettes s'établissant à 162 239 €.

Cette augmentation a plusieurs explications, à savoir :

- Au chapitre 021 « Virement de la section d'exploitation » : un virement de 248 600 € a été effectué pour permettre de financer le programme d'investissement ;
- Au chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : une subvention d'un montant de 160 000 € accordée par l'AERM pour aider au financement du projet de rénovation du réseau d'eau de la Rte de Haguenau ;
- Au chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : un emprunt de 150 000 € a été contracté pour permettre de financer le programme d'investissement.

2) Les orientations de l'année 2025

Il est rappelé que par délibération en date du 27/05/2024, le conseil municipal a décidé le transfert complet de la compétence « eau potable » au syndicat mixte « *Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle* » (SDEA) avec effet au 1^{er} janvier 2025.

Le conseil municipal ne sera donc plus amené à voter le budget annexe du service des eaux à l'avenir car, après sa clôture, celui-ci sera transféré au SDEA avec mise à disposition par la commune des biens meubles et immeubles utilisés pour la compétence à la date du transfert, la reprise des emprunts et des subventions transférables ayant financé ces biens, le transfert de l'actif et du passif incluant les droits et obligations afférents au service transféré au SDEA, le transfert des résultats de fonctionnement et d'investissement ainsi que les restes à recouvrer et les restes à payer.

La décision de transfert a par ailleurs entraîné la constitution d'une « *Commission Locale Eau Potable du Périmètre d'Ingwiller* » au sein de laquelle siègent deux représentants du conseil municipal d'Ingwiller, à savoir MM Hans DOEPPEN et Jean-Marc KRENER.

La commission s'est réunie pour la première fois dans les locaux de la mairie le 17/02/2025.

Lors de cette réunion, MM Jean-Marc KRENER et Hans DOEPPEN ont été respectivement élus « Président » et « Suppléant » de la commission.

La commission a ensuite approuvé le programme d'investissement et les orientations budgétaires pour 2025 basés sur une stabilité des tarifs de l'eau vendue aux abonnés.

a) Les principaux investissements prévus en 2025 :

Le montant des investissements prévus en 2025 s'élève à environ 200 000 € HT ; les dépenses prévisionnelles les plus significatives sont les suivantes :

- Réalisation du Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE) pour un montant estimé de 6 500 € HT (il s'agit d'une obligation réglementaire) ;
- Réalisation d'un Schéma Directeur AEP (y compris Gestion patrimoniale Ouvrages et Réseaux) pour un montant estimé de 15 000 € HT (subvention espérée de 4 500 €) ;
- Travaux à l'ancien réservoir : remplacement des gardes corps de la chambre de manœuvre, suppression d'une échelle de descente, remplacement d'une échelle avec mise en place d'une crinoline pour un montant global de 10 000 € HT ;
- Provision pour 4 branchements particuliers avec regard de comptage léger pour un montant de 10 000 € HT ;
- Financement du solde de l'opération de rénovation de la conduite AEP route de Haguenau à Ingwiller engagée en 2024 sous maîtrise d'ouvrage de la Ville d'Ingwiller pour un montant de 24 000 € HT (solde de subvention AERM de 31 000 € attendu) ;
- Rénovation de 160m de conduite dans la Rue des Ecoles pour un montant de 83 000 € HT (subvention AERM espérée de 50 000 €) ;
- Campagne de remplacement compteurs (60 compteurs en 2025) pour un montant de 18 000 € HT ;
- Remplacement de 42 compteurs Rte de Haguenau pour un montant d'environ 4 600 € HT (fourniture) ;
- Remplacement de poteaux d'incendie pour un montant de 8 000 € HT ;
- Provisions pour remplacement de branchements en cas de ruptures pour un montant de 28 000 € HT.

Le financement de ces investissements sera assuré par l'autofinancement à hauteur de 38%, par des subventions à hauteur de 43% et par le résultat disponible (ou l'emprunt s'il y a lieu) à hauteur de 20%.

b) Prix de l'eau

Par délibération en date du 08/04/2024, le conseil municipal avait décidé d'augmenter les prix de vente d'eau et de les fixer comme suit :

PRIX DE VENTE EAU POTABLE 2024	€ HT
Taxe abonnement - par année et par abonné (part fixe)	35,52 €
Part variable au m3 : de 1 à 1000 m3	1,05 €
Part variable au m3 : plus 1000 m3	1,05 €
Eau vendue à d'autres collectivités au m3	0,61 €

Lors de sa réunion du 17/02/2025 la « Commission Locale Eau Potable du Périmètre d'Ingwiller » a décidé de maintenir les tarifs de vente d'eau au même niveau que l'année dernière.

Néanmoins la nouvelle réforme des redevances de l'agence de l'eau entrée en vigueur au 1er janvier 2025 et la décision de la « Commission Locale Eau Potable du Périmètre d'Ingwiller » de répercuter sur le prix de vente la redevance de prélèvement sur la ressource en eau (perçue par l'agence de l'eau) aura une incidence sur la facture des abonnés et autres collectivités.

Le tableau ci-après présente l'évolution du produit de la vente d'eau de 2021 à 2024 (hors taxes collectées) :

Produit vente d'Eau potable Ingwiller	2021	2022	2023	2024	MOYENNE
Volumes facturés en m3 (abonnés)	215 040	261 354	236 848	215 050	232 073
Volumes facturés en m3 (collectivités)	32 192	26 687	32 484	30 701	30 516
Recettes ventes d'eau abonnés en € (part variable)	187 079	221 326	217 343	212 588	209 584
Recettes vente d'eau Collectivités en € (part variable)	14 702	13 306	38 550	21 613	22 043
Recettes part abonnement en € (part fixe)	38 899	44 569	46 605	45 148	43 805
Total en €	240 680	279 201	302 498	279 349	275 432

Les recettes d'exploitation prévues en 2025 devraient dépasser les 450 000 € : elles serviront à payer les dépenses d'exploitation et le remboursement de la dette respectivement à hauteur de 67% et 16%.

Cette situation permettra de dégager un autofinancement correspondant à 17% du montant des dépenses d'exploitation.

Ces dernières devraient diminuer d'environ 100 000 € en 2025 en raison d'un virement à la section d'investissement prévisionnel nettement inférieur à celui opéré en 2024.

V) La dette

1) L'endettement en 2024

La dette de la commune est composée de cinq emprunts à taux fixe pour le budget principal et de deux emprunts à taux fixe pour le budget du service des eaux :

Organisme	Objet	Date prêt	Durée	Taux	Date de fin	Capital emprunté
BUDGET PRINCIPAL						
Crédit Mutuel	Construction marché couvert et école de musique	16/06/2016	15 ans	Fixe 1.25%	30/09/2031	1 600 000
DEXIA	Réhabilitation salle socio-culturelle	29/07/2010	15 ans	Fixe 2.08%	01/11/2025	135 000
DEXIA CREDIT LOCAL	Réhabilitation salle socio-culturelle	29/07/2010	15 ans	Fixe 2.08%	01/11/2025	15 000
Crédit Mutuel	Salle socio-culturelle + voirie	22/12/2011	15 ans	Fixe 3.66%	30/03/2027	600 000
Crédit agricole	Restructuration de la mairie	15/11/2021	15 ans	Fixe 0.68%	31/12/2036	2 500 000
BUDGET SERVICE DES EAUX						
Crédit Mutuel	Construction d'une station de traitement d'eau potable	16/06/2016	15 ans	Fixe 1.25%	31/12/2031	850 000
Crédit Mutuel	Travaux réseau eau potable Rte de Haguenau	04/09/2024	20 ans	Fixe 3.90%	05/07/2044	150 000

En ce qui concerne le budget principal :

- Le dernier prêt, d'un montant de 2 500 000 €, a été contracté en 2021 en vue de financer le projet de restructuration/extension de la mairie d'Ingwiller ;
- L'année 2025 sera marquée en novembre par la fin de deux emprunts de 135 000 € et 15 000 € souscrits en 2010 pour financer l'opération de réhabilitation de l'espace socioculturel ;
- Un emprunt d'un montant de 600 000 € contracté pour compléter le financement de ce projet et payer les travaux de voirie y relatifs, se terminera en mars 2027.
- L'endettement de la commune se réduira donc significativement en 2027 (- 45 000 € par rapport à 2025) ce qui entraînera un allègement des dépenses pour le remboursement du capital (- 36 564 €) et des intérêts de la dette (- 7 752 €).

En ce qui concerne le budget annexe du service des eaux :

- On note la souscription en septembre 2024 d'un nouvel emprunt d'un montant de 150 000 € destiné à financer en partie les travaux de la nouvelle conduite d'eau potable de la Rte de Haguenau qui fait remonter l'endettement (+ 10 000 €/an) à compter de 2025 jusqu'en 2032.

2) L'encours de la dette au 31/12/2024

a) Budget Principal

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'annuité et de l'encours de la dette sur la période 2013 à 2036. Ces données sont rapportées à l'habitant.

Exercice	Annuité dette (intérêt+capital)	Annuité dette/habitant*	Encours dette (Capital restant dû)	Encours dette/habitant*
2013	368 740,00 €	87,59 €	2 329 727,00 €	553,38 €
2014	364 674,00 €	86,15 €	2 049 705,00 €	484,22 €
2015	318 024,00 €	74,06 €	1 756 836,00 €	409,14 €
2016	273 833,00 €	64,58 €	1 493 848,00 €	352,32 €
2017	342 938,00 €	81,91 €	2 871 805,00 €	685,89 €
2018	324 129,00 €	78,22 €	2 588 281,00 €	624,59 €
2019	322 665,00 €	78,66 €	2 316 533,00 €	564,73 €
2020	321 201,00 €	78,32 €	2 039 320,00 €	497,27 €
2021	319 737,00 €	78,10 €	1 756 493,00 €	429,04 €
2022	489 476,00 €	119,82 €	3 968 054,00 €	971,37 €
2023	349 938,00 €	86,04 €	3 514 509,00 €	864,15 €
2024	348 474,00 €	86,06 €	3 198 000,00 €	789,82 €
2025	347 010,00 €	86,06 €	2 878 845,00 €	714,00 €
2026	333 879,00 €	82,81 €	2 557 014,00 €	634,18 €
2027	302 690,00 €	75,07 €	2 244 235,00 €	556,61 €
2028	295 598,00 €	73,31 €	1 958 968,00 €	485,86 €
2029	292 598,00 €	72,57 €	1 681 187,00 €	416,96 €
2030	292 598,00 €	72,57 €	1 400 868,00 €	347,44 €
2031	263 312,00 €	65,31 €	1 117 985,00 €	277,28 €
2032	175 453,00 €	43,52 €	861 798,00 €	213,74 €
2033	175 453,00 €	43,52 €	691 773,00 €	171,57 €
2034	175 453,00 €	43,52 €	520 588,00 €	129,11 €
2035	175 453,00 €	43,52 €	348 237,00 €	86,37 €
2036	175 453,00 €	43,52 €	174 710,00 €	43,33 €

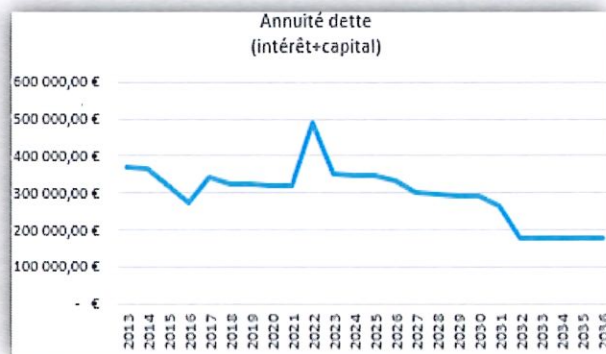
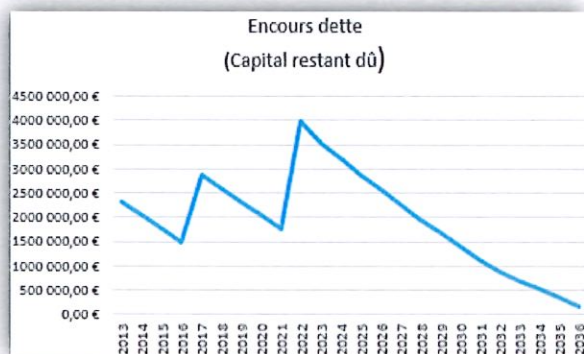
*population légale totale selon source INSEE (actualisation chaque année - 4032 au 1er janvier 2025)

Il est rappelé que l'encours moyen de la dette par habitant (ratio 5) pour les communes de la strate « villes moyennes de 3500 à 5000 habitants » est de 726€/habitant (source : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres-2024>).

La commune d'Ingwiller repasse donc en 2024 sous la barre de cette moyenne avec un encours moyen de la dette par habitant de 714 €.

Le taux de désendettement de la commune d'Ingwiller est stable au 31/12/2024 : il s'établit à 4.1 années contre 3.9 l'année dernière).

Les graphiques ci-après illustrent les données du tableau précédent :



b) Budget du service des eaux

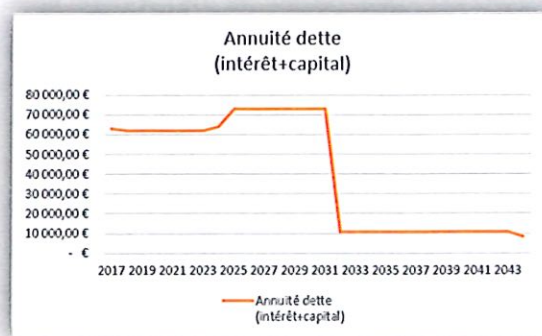
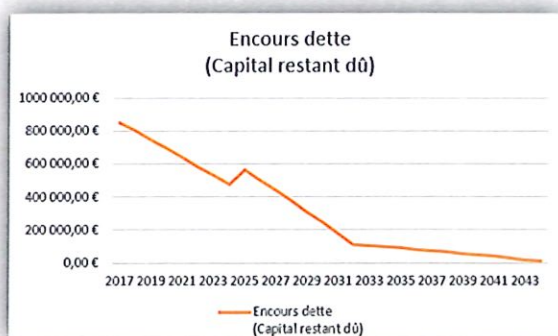
Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'annuité et de l'encours de la dette sur la période 2017 à 2044.

Exercice	Annuité dette (Intérêt+capital)	Annuité dette/abonné*	Annuité dette /hab. desservi**	Encours dette (Capital restant dû)	Encours dette /hab. desservi**	Encours dette/abonné*
2017	63 089,22 €	43,24 €	15,07 €	850 000,00 €	203,01 €	582,59 €
2018	62 233,32 €	42,65 €	15,02 €	798 150,00 €	192,60 €	547,05 €
2019	62 233,32 €	42,65 €	15,17 €	745 648,00 €	181,78 €	511,07 €
2020	62 233,32 €	42,65 €	15,18 €	692 487,00 €	168,86 €	474,63 €
2021	62 233,32 €	42,65 €	15,20 €	638 658,00 €	156,00 €	437,74 €
2022	62 233,32 €	42,65 €	15,23 €	584 153,00 €	143,00 €	400,38 €
2023	62 233,32 €	42,65 €	15,30 €	528 963,00 €	130,06 €	362,55 €
2024	63 864,52 €	43,77 €	15,77 €	473 081,00 €	116,84 €	324,25 €
2025	73 061,72 €	50,08 €	18,12 €	565 249,33 €	140,19 €	387,42 €
2026	73 069,13 €	50,08 €	18,12 €	502 853,21 €	124,72 €	344,66 €
2027	73 069,13 €	50,08 €	18,12 €	439 527,94 €	109,01 €	301,25 €
2028	73 069,11 €	50,08 €	18,12 €	375 263,91 €	93,07 €	257,21 €
2029	73 069,09 €	50,08 €	18,12 €	310 043,66 €	76,90 €	212,50 €
2030	73 069,09 €	50,08 €	18,12 €	243 849,28 €	60,48 €	167,13 €
2031	73 069,11 €	50,08 €	18,12 €	176 662,40 €	43,82 €	121,08 €
2032	10 835,71 €	7,43 €	2,69 €	108 464,12 €	26,90 €	74,34 €
2033	10 834,70 €	7,43 €	2,69 €	101 760,86 €	25,24 €	69,75 €
2034	10 835,17 €	7,43 €	2,69 €	94 792,33 €	23,51 €	64,97 €
2035	10 835,67 €	7,43 €	2,69 €	87 548,02 €	21,71 €	60,01 €
2036	10 835,64 €	7,43 €	2,69 €	80 017,02 €	19,85 €	54,84 €
2037	10 835,63 €	7,43 €	2,69 €	72 187,99 €	17,90 €	49,48 €
2038	10 835,60 €	7,43 €	2,69 €	64 049,13 €	15,89 €	43,90 €
2039	10 835,59 €	7,43 €	2,69 €	55 588,19 €	13,79 €	38,10 €
2040	10 835,56 €	7,43 €	2,69 €	46 792,40 €	11,61 €	32,07 €
2041	10 835,53 €	7,43 €	2,69 €	37 648,53 €	9,34 €	25,80 €
2042	10 835,50 €	7,43 €	2,69 €	28 142,81 €	6,98 €	19,29 €
2043	10 835,50 €	7,43 €	2,69 €	18 260,91 €	4,53 €	12,52 €
2044	8 143,87 €	5,58 €	2,02 €	7 987,93 €	1,98 €	5,47 €

*1459 abonnés en 2023 selon rapport annuel prix/qualité eau potable

**population légale totale selon source INSEE (actualisation chaque année - 4032 au 1er janvier 2025)

Les graphiques suivants illustrent les données du tableau précédent.

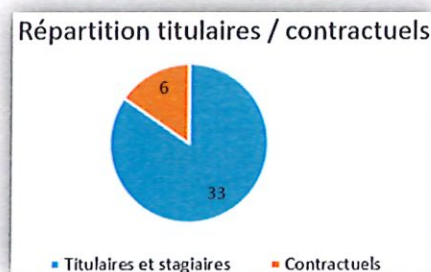
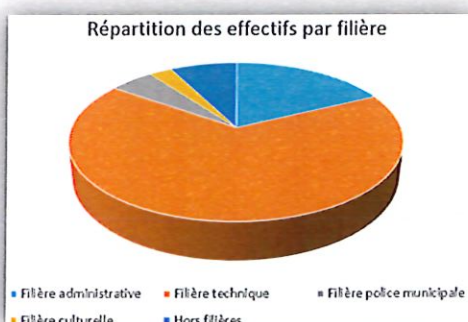
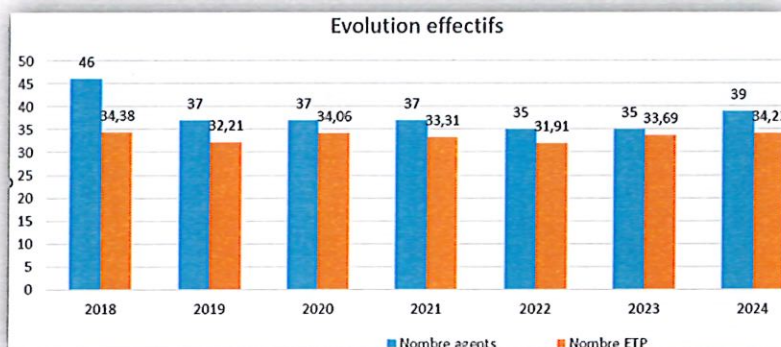


VI) Ressources humaines

Effectifs du personnel au 31/12/2024 :

La Commune emploie 39 agents dont l'équivalent temps plein (ETP) représente 34,23 agents.

<i>Evolution effectifs</i>	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre agents	46	37	37	37	35	35	39
Nombre en ETP	34,38	32,21	34,06	33,31	31,91	33,69	34,23



Principaux faits et évolution concernant les ressources humaines en 2024 :

- Un agent à 35h en congé de longue maladie a été mis en retraite pour invalidité le 31/12/2024 ;

- Un agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) à 35h en situation de congé pour *Invalidité Temporaire Imputable au Service* a fait valoir ses droits à la retraite au 31/12/2024 ;
- Un agent à 35h affecté au nettoyage des bâtiments publics a fait valoir ses droits à la retraite le 1^{er} avril 2024 et a été remplacé par 3 agents contractuels à 12h ;
- Un agent à 35h des services administratifs a quitté la collectivité par mutation externe fin janvier 2024 et a été remplacé depuis le 1^{er} février 2024 par un agent à 35h ;
- Un agent du service des espaces verts à 35h a quitté la collectivité par mutation externe le 25/03/2024 et a été remplacé par un agent à 35h le 09/04/2024 ;
- Un agent à 35h des services administratifs a été autorisé à accomplir son service à temps partiel (17,5h) pour raison thérapeutique le 14/04/2024 pour une durée maximale d'un an ;
- Un agent contractuel à 30h a été recruté pour une durée de 6 mois à compter du 01/09/2024 afin d'assurer le remplacement d'une ATSEM pendant son congé de maternité ;
- Une nouvelle apprentie préparant le CAP « *accompagnant éducatif petite enfance (AEPE)* » a été engagée le 01/09/2024 pour une durée de deux ans.

Le tableau des effectifs ci-après détaille les ressources humaines de la collectivité au 31/12/2024.

Postes / Filières / grades	Statut (1)	Catégorie (2)	D.H.S. (3)	Service
Filière administrative				
Attaché	S	A	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 1ère classe	C	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif	S	C	35	Mairie
ETP			7	
Filière technique				
Technicien Territorial Principal 1ère classe	T	B	35	Espaces verts
Technicien territorial Principal 1ère classe	T	B	35	Technique
Agent de Maîtrise Territorial Principal	T	C	35	Technique
Agent de Maîtrise Territorial Principal	T	C	35	Espaces verts
Agent de Maîtrise Territorial Principal	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Education
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	32	Education
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	24	Education
Adjoint Technique Territorial	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial	T	C	35	Entretien
Adjoint Technique Territorial	T	C	28	Entretien
Adjoint Technique Territorial	T	C	30	Education
Adjoint Technique Territorial	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial	S	C	30	Entretien
Adjoint Technique Territorial	S	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial	C	C	30	Education
Adjoint Technique Territorial	C	C	12	Nettoyage
Adjoint Technique Territorial	C	C	12	Nettoyage
Adjoint Technique Territorial	C	C	12	Nettoyage
ATSEM	S	C	32	Education
ATSEM	T	C	24	Education
ETP			22,60	
Filière police municipale				
Chef de service de police municipale Principal 2ème classe	T	B	35	Police Municipale
Brigadier Chef Principal	T	C	35	Police Municipale
ETP			2	
Filière culturelle				
Assitant enseign artistique 1ère classe	C	B	2	Musique Municipale
ETP			0,057	
Hors filières				
Contrat Unique d'Insertion	C	C	20	Education
Apprentie école maternelle	C	C	35	Education
Apprenti espaces verts	C	C	35	Espaces verts
ETP			2,57	
(1) C pour Contractuel / T pour Titulaire / S pour Stagiaire				
(2) A, B ou C				
(3) Durée Hebdomadaire de Service :				
			Nbre total agents	39
			ETP (Equivalent temps plein) :	34,23

Orientations en matière de ressources humaines pour l'année 2025 :

La commune table sur une relative stabilité des effectifs en 2025 puisqu'elle ne prévoit à ce stade, ni création, ni suppression de poste. Aucun départ à la retraite n'est prévu en 2025.

La prolongation de l'apprenti au services techniques pour une année de formation supplémentaire est envisagée.

Il est par ailleurs nécessaire d'envisager le remplacement temporaire d'un agent aux services administratifs qui sera en congé paternité au cours de l'année. Cette anticipation est d'autant plus importante qu'il subsiste une incertitude en ce qui concerne le retour à temps plein en avril de l'agent actuellement autorisé à accomplir son service à temps partiel pour raison thérapeutique.

Remarques formulées :

- Mme Suzanne SCHNELL évoque la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments communaux afin de réduire la facture énergétique.
 - M. le Maire répond que c'est une piste parmi d'autres mais pense que la priorité doit être donnée à l'amélioration de l'isolation des bâtiments qui permet un retour sur investissement beaucoup plus rapide.
 - M. Marc DANNER constate que le réaménagement définitif de la Rue de l'Asile ne figure pas parmi les investissements envisagés en 2025.
 - M. le Maire répond que les aménagements provisoires effectués sont suffisamment efficaces pour atteindre le but recherché, à savoir la sécurisation de la Rue de l'Asile. Il rappelle que les travaux de voirie relèvent de la compétence intercommunale et que les investissements en la matière suivent un programme établi en fonction des priorités fixées par la commune et de l'état de dégradation de la voirie.
 - M. Steeve FERTIG constate le projet de vente de l'immeuble situé 1 rue de la Gare et pense qu'il serait pertinent d'avoir une réflexion pour en faire un autre usage.
- *Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité prend acte de la communication du rapport sur les orientations budgétaires pour 2025 et de la tenue du débat sur les orientations budgétaires 2025 organisé en son sein.*

3. Finances locales – Décisions budgétaires - Délibération autorisant le maire à engager, mandater, liquider des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025 dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent

L'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente, et de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits de paiement inscrits dans une autorisation de programme ne sont pas concernés par cette autorisation.

Compte tenu du vote du budget primitif 2025 prévu le 7 avril 2025, il est proposé au Conseil Municipal de délibérer en faveur de l'ouverture par anticipation des crédits d'investissement à hauteur de 22 000,00 €, soit 0.8% des crédits ouverts au budget 2024 (hors restes à réaliser).

L'avis du Conseil Municipal est demandé.

➤ **Le Conseil Municipal,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-1, L.2311-3 et R. 2311-9,

Vu la délibération du 8 avril 2024 approuvant le budget primitif 2024,

Considérant la date de vote du Budget Primitif 2025 prévue le 7 avril 2025,

Considérant la nécessité d'engager des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2025,

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité, d'ouvrir par anticipation sur le vote du Budget Primitif 2025 des crédits à hauteur de 22 000 € en section d'investissement conformément au tableau ci-après :

Exercice 2024 Crédits ouverts		Plafond 1/4 des crédits	Autorisation 2025 par chapitre	
Section d'investissement hors chapitres 16 - 040 et 001	2 750 259,00 €	687 564,75 €	Chapitre 23 Immobilisations en cours 238 - avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	22 000,00 €

4. Aménagement du territoire et politique de la ville – Petites Villes de Demain – Action « Ingwiller – Requalification du plateau sportif » - Etudes et diagnostics pré-opérationnels de structure pour le réemploi d'éléments du gymnase – Approbation du projet et de son plan de financement - Demande de subvention

M. le Maire rappelle que par délibération du 31 mai 2021, le Conseil Municipal d'Ingwiller a approuvé la convention d'adhésion au programme Petites Villes de Demain (PVD) qui définit les enjeux pour revitaliser la commune et renforcer son rôle de bourg-centre structurant du territoire de la Communauté de Communes Hanau La Petite Pierre (CCHLPP).

Par délibération en date du 25 septembre 2023 le Conseil Municipal d'Ingwiller a approuvé la convention cadre « Petites Villes de Demain » (PVD) valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) et fixant un programme d'actions à réaliser sur la commune pour répondre aux problématiques

rurales d'aujourd'hui qui sont la décroissance et la déprise démographique, la dislocation du lien social, la précarité énergétique, la fragilisation du tissu commercial et du centre-ville et l'isolement territorial.

La requalification du plateau sportif répond à deux grands enjeux, à savoir disposer d'équipements structurants et réaliser des économies d'énergie.

Plusieurs équipements du plateau sportif (grand gymnase, dojo, vestiaires foot, vestiaires du grand gymnase, vestiaires tennis) sont vétustes et nécessitent de lourds travaux de modernisation : étanchéité, isolation, mise aux normes d'accessibilité et mise aux normes des différentes fédérations.

Un projet d'ensemble est donc souhaité pour permettre aux sportifs de continuer leurs pratiques dans de bonnes conditions, et mener un projet cohérent et durable.

Pour accompagner la commune dans la définition du projet, un architecte du CAUE (Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement) réalise actuellement une étude de programmation.

Pour permettre le développement du projet il s'avère nécessaire de faire réaliser une étude structurelle sur les fondations, le dallage et l'hyper-structure (poteaux et poutres) du gymnase existant.

L'objectif est de savoir quels éléments pourront être réemployés et ainsi déterminer si le projet consistera en une réhabilitation ou en une construction neuve.

Une réhabilitation serait avantageuse à plusieurs titres :

- Elle pourrait s'avérer moins coûteuse ;
- Elle permettrait de conserver l'emplacement actuel du gymnase et garantirait une organisation optimale du plateau sportif dans son ensemble ;
- Elle serait plus écologique en conservant une matière existante.

Il est donc proposé de confier une mission de diagnostic à un bureau d'études structure dont la mission consistera notamment à réaliser les actions suivantes :

<u>Etape 1 : connaissance de l'existant</u>	
▪ Etat des lieux et collecte des données	800 €
▪ Analyse de l'existant	2 400 €
▪ Procédé de déconstruction	1 200 €
<u>Etape 2 : évaluation des fondations existantes</u>	
▪ Reconnaissance géotechnique S/T GEOTEC	7 400 €
▪ Modélisation de l'existant	2 500 €
▪ Reconnaissance dallage existant S/T BPE	2 000 €
<u>Etape 3 : Projet futur</u>	
▪ Modélisation structurelle	3 500 €
▪ Vérification fondations	1 200 €
▪ Analyse	1 200 €
▪ Propositions	6 500 €
<u>Etape 4 : Rapport final</u>	1 200 €

Le montant global de ces missions est estimé à 29 900 € HT.

Le projet peut potentiellement bénéficier de subventions à hauteur de 50%.

Compte-tenu de ces éléments, le plan de financement serait le suivant :

<i>Études pré-opérationnelles - Structure du grand gymnase - Requalification du plateau sportif - Plan de financement - 2025</i>		
DEPENSES	€ HT	
Etude de structure	29 900,00	
Total des dépenses	29 900,00	
RECETTES	€	
Région Grand Est - Banque des Territoires	14 950,00	50%
Ville d'Ingwiller	14 950,00	50%
Total des recettes	29 900,00	

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

Avril 2025	Démarrage de l'étude structurelle
Mai 2025	Fin de la 1 ^{ère} étape
Septembre 2025	Fin de la 2 ^e étape
Novembre 2025	Fin de la 3 ^e et dernière étape
Janvier 2026	Proposition finale du CAUE sur la programmation
Mars 2026	Cahier des charges rédigé avec le CAUE pour le concours d'architecture

L'avis des élus est demandé.

Remarques formulées :

- M. Serge JUD doute de l'intérêt de réaliser une telle étude alors qu'il paraît évident que la restructuration de l'existant posera de multiples problèmes : il évoque notamment l'impossibilité d'occuper les lieux pendant la durée du chantier et le probable surcoût d'une rénovation par rapport à une construction neuve.
 - M. le Maire répond qu'il n'est pas non plus adepte des études inutiles mais estime que celle-ci est indispensable car elle permettra aux élus de disposer de toutes les informations utiles pour prendre les décisions en parfaite connaissance de cause. Le résultat de cette étude permettra d'orienter le projet de restructuration du plateau sportif vers la bonne direction.
- M. Steeve FERTIG pense que la réalisation de cette étude est tout à fait pertinente.

➤ **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 24 voix POUR et 1 voix CONTRE,**

- 1) **Approuve** le projet visant à réaliser les études et diagnostics pré opérationnels nécessaires pour le développement de l'avant-projet de l'opération « Etudes et diagnostics pré-opérationnels de structure pour le réemploi d'éléments du gymnase » pour un montant de 29 900.00 € HT ;
- 2) **Approuve** le plan de financement du projet suivant :

Études pré-opérationnelles - Structure du grand gymnase - Requalification du plateau sportif - Plan de financement - 2025		
DEPENSES	€ HT	
Etude de structure	29 900,00	
Total des dépenses	29 900,00	
RECETTES	€	
Région Grand Est - Banque des Territoires	14 950,00	50%
Ville d'Ingwiller	14 950,00	50%
Total des recettes	29 900,00	

- 3) **Autorise** M. le Maire à solliciter auprès de la Région Grand Est et de la Banque des Territoires une subvention destinée à aider au financement de l'opération ;
- 4) **Autorise** M. le Maire à solliciter toutes autres aides financières mobilisables, susceptibles de compléter le financement de cette opération ;
- 5) **Autorise** M. le Maire à signer tous les documents concourants à l'aboutissement de la procédure.

5. Fonction publique – Ressources humaines – Mise à jour du tableau des effectifs permanents au 1^{er} janvier 2025

M. Cyrille LEZIER, Adjoint au Maire en charge des ressources humaines, expose qu'aux termes de l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'assemblée délibérante qui détermine ainsi l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Par ailleurs, les articles L. 2313-1 et R. 2313-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) imposent la tenue d'un « état du personnel » dont le contenu est encadré par l'instruction budgétaire et comptable M57 pour les communes et l'obligation de le joindre en annexe au budget primitif et au compte administratif.

Enfin, le Conseil Municipal peut adopter tout au long de l'année des délibérations de création, modification ou suppression d'emplois qui modifient le tableau des effectifs des emplois permanents.

Dans ces conditions et pour des raisons de transparence et de saine prévision budgétaire, il apparaît indispensable de disposer d'un tableau reprenant l'ensemble des emplois permanents de la collectivité préalablement à l'adoption du budget primitif.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'adopter le tableau des effectifs des emplois permanents suivant :

Tableau des effectifs au 01.01.2025

Postes / filières / grades	Statut (1)	Catégorie (2)	D.H.S. (3)	Service
Filière administrative				
Attaché	T	A	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 1ère classe	C	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Mairie
Adjoint Administratif	S	C	35	Mairie
ETP			7	
Filière technique				
Technicien Territorial Principal 1ère classe	T	B	35	Espaces verts
Technicien territorial Principal 1ère classe	T	B	35	Technique
Agent de Maîtrise Territorial Principal	T	C	35	Technique
Agent de Maîtrise Territorial Principal	T	C	35	Espaces verts
Agent de Maîtrise Territorial Principal	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial Principal 1ère classe	T	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	32	Education
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe	T	C	24	Education
Adjoint Technique Territorial	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial	T	C	35	Entretien
Adjoint Technique Territorial	T	C	28	Entretien
Adjoint Technique Territorial	T	C	30	Education
Adjoint Technique Territorial	T	C	35	Technique
Adjoint Technique Territorial	S	C	30	Entretien
Adjoint Technique Territorial	S	C	35	Espaces verts
Adjoint Technique Territorial	C	C	30	Education
Adjoint Technique Territorial	C	C	12	Nettoyage
Adjoint Technique Territorial	C	C	12	Nettoyage
Adjoint Technique Territorial	C	C	12	Nettoyage
ATSEM	S	C	32	Education
ATSEM	T	C	24	Education
ETP			20,60	
Filière police municipale				
Chef de service de police municipale Principal 2ème class	T	B	35	Police Municipale
Brigadier Chef Principal	T	C	35	Police Municipale
ETP			2	
Filière culturelle				
Assitant enseign artistique 1ère classe	C	B	2	Musique Municipale
ETP			0,057	
Hors filières				
Contrat Unique d'Insertion	C	C	20	Education
Apprentie école maternelle	C	C	35	Education
Apprenti espaces verts	C	C	35	Espaces verts
ETP			2,57	
(1) C pour Contractuel / T pour Titulaire / S pour Stagiaire				
(2) A, B ou C				
(3) Durée Hebdomadaire de Service :				
TC = 35H - TNC = Temps non complet TP = Temps partiel			Nombre total d'agents :	37
			ETP (Equivalent temps plein) :	32,23

M. Cyrille LEZIER précise que le tableau des effectifs ci-dessus constitue la liste des postes ouverts budgétairement et pourvus, classés par filières, cadres d'emplois et grades, et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Il concerne les emplois de fonctionnaires stagiaires et titulaires et les emplois de contractuels de droit public.

L'avis des élus est demandé

➤ **Le Conseil Municipal,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Considérant le besoin de la collectivité territoriale de disposer d'un tableau des effectifs des emplois permanents à jour,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- 1) **Adopte** le tableau des effectifs des emplois permanents de la collectivité tel qu'annexé à la présente délibération ;
- 2) **Décide d'inscrire au budget principal** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux postes ouverts ;
- 3) **Précise** que les précédentes délibérations fixant le tableau des effectifs des emplois permanents sont abrogées à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération ;
- 4) **Autorise M. le Maire** à signer tout acte y afférent.

6. Finances locales – Demande de subvention de fonctionnement de la section des Jeunes Sapeurs-Pompiers (JSP) Pays de Hanau-Bouxwiller

M. le Maire informe que par courrier en date du 5 février 2025, Mme Marie Hélène GUELFUCCI, Présidente de la section des Jeunes Sapeurs-Pompiers (JSP) de Bouxwiller, a sollicité la commune d'Ingwiller en vue d'une aide au fonctionnement de l'association qui compte 23 jeunes actifs en 2025.

Elle précise que quatre jeunes de la commune d'Ingwiller font partie de l'association et participent aux activités organisées par cette dernière.

Ces activités ainsi que les compétitions contribuent à la formation et à l'entraînement des jeunes sapeurs-pompiers.

Lors de ces rencontres sportives, l'amicale des JSP offre à chaque jeune, encadrant et sapeur-pompier aidant, une boisson et un sandwich.

Mme Marie-Hélène GUELFUCCI rappelle enfin que les jeunes sapeurs-pompiers participent régulièrement aux manifestations et commémorations organisées par la ville d'Ingwiller.

Il est précisé que la commune d'Ingwiller a pour habitude, depuis plusieurs années, de verser une subvention de fonctionnement annuelle de 200-€ à l'association des JSP de Bouxwiller.

L'avis des élus est demandé concernant l'octroi de cette subvention.

- M. Marc DANNER suggère de soutenir l'association en fonction du nombre de membres domiciliés à Ingwiller : il propose ainsi d'accorder une aide de 50-€ par jeune Ingwillerois avec un minimum de subvention fixé 200-€.

➤ ***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :***

- 1) *D'attribuer une subvention de fonctionnement de 200-€ à l'association des JSP de Bouxwiller ;*
- 2) *Précise que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2025.*

7. Urbanisme – Droit de préemption urbain – Information sur la délégation

M. le Maire informe les Conseillers Municipaux que, conformément à sa délégation de pouvoir, il a renoncé au droit de préemption de la Commune en ce qui concerne les déclarations d'intention d'aliéner ci-après :

- ❖ 02/25 - Bien professionnel sis 1 rue du Rempart, appartenant à l'établissement *Caisse du Crédit Mutuel de la région d'Ingwiller* basée à Ingwiller ;
- ❖ 03/25 - Bien professionnel et commercial sis 83 rue du Maréchal Foch, appartenant à Eric IMM demeurant à Ingwiller ;
- ❖ 04/25 - Habitation sise 4 rue de la Brasserie, appartenant à Priscilla LAMARRE et Julien BEAUFORT demeurant à Ingwiller ;
- ❖ 05/25 - Habitation sise 1 rue des Sapins, appartenant à Dominique ISEL demeurant à Ingwiller.

8. Commande publique - Marchés publics - Information sur la délégation

M. le Maire informe les élus que, conformément à la délégation qui lui a été accordée par le Conseil Municipal par délibération en date du 8 juin 2020 en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales, il a signé les contrats suivants :

- ❖ Le 08/01/2025, le marché « Contrat d'entretien de l'ascenseur de la mairie d'Ingwiller » avec la société Ets LORENZ Pascal – 8 rue du Griffon – 67550 VENDENHEIM, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2025 et un montant annuel de 1 294 € HT (dont 144 € HT/an d'abonnement GSM pour la téléalarme) ;
- ❖ Le 27/01/2025, le marché « Travaux de mise aux normes des installations de protection contre la foudre des églises catholique et protestante d'Ingwiller » avec la société Protibat – 15 Rue Vauban, 67450 Mundolsheim, pour un montant global de 6 154 € HT, soit 7 384.80 € TTC ;

- ❖ Le 30/01/2025, le marché « *Travaux de mise aux normes du garde-corps longeant le cours d'eau - rue du Pasteur Herrmann à Ingwiller* » avec la Sarl EB Serrurerie – 7 Rue de Dossenheim à 67330 GRIESBACH LE BASTBERG, pour un montant de 11 455 € HT, soit 13 746 € TTC ;
- ❖ Le 05/02/2025, le marché « *Taille des aulnes en bordure des cours d'eau au parc public d'Ingwiller* » avec l'association ENTRAIDE EMPLOI – 1 rue de Steinbourg à 67700 MONSWILLER, pour un montant de 2 300 € HT, soit 2 760 € TTC ;
- ❖ Le 11/02/2025, le marché « *Travaux de taille et d'abattage d'arbres à Ingwiller - saison 2025* » avec la Sarl HOLTZINGER - 13 rue de l'Europe à 57370 PHALSBOURG, pour un montant de 6 570,00 € HT, soit 7 884,00 € TTC ;
- ❖ Le 12/02/2025, le marché « *Entretien et tonte des espaces verts de la commune d'Ingwiller - saison 2025* » avec l'association APH DES VOSGES DU NORD - rte d'Uttwiller à 67340 Ingwiller, pour un montant de 8 489,20 € HT, soit 10 187,04 € TTC ;
- ❖ Le 13/02/2025, le marché « *Entretien et tonte des espaces verts de la commune d'Ingwiller - saison 2025* » avec l'association ENTRAIDE EMPLOI – 1 rue de Steinbourg à 67700 MONSWILLER, pour un montant de 20 484,00 € HT, soit 24 580,80 € TTC ;
- ❖ Le 14/02/2025, le marché « *Fourniture terreau, chanvre et engrais pour le fleurissement estival de la commune d'Ingwiller* » la société TERRAGREEN by Gustave MULLER à 67550 VENDENHEIM, pour un montant de 7 074,35 € HT, soit 7 936,18 € TTC ;
- ❖ Le 15/02/2025, le marché « *Contrôle des aménagements ludiques et équipements sportifs 2025 de la commune d'Ingwiller* » la société EPSL – 173 rue du Maréchal Foch à 67384 LINGOLSHEIM, pour un montant de 1 264,00 € HT, soit 1 516,80 € TTC ;
- ❖ Le 28/02/2025, le marché « *Mission de maîtrise d'œuvre (phases ESQ, APS, APD, PRO) pour la réalisation des études et diagnostics pré opérationnels en vue de la démolition de la friche de l'ancien Centre de Secours, la revalorisation du rempart et le réaménagement paysager de la parcelle cadastrée section 1 n° 45 à Ingwiller (programme Petites Villes de Demain – action « Transformation des coupures urbaines en coutures urbaines) » avec le groupement formé par les cotraitants « CLAIRE KELLER et Arnaud ELOUDYI - 11 rue de la Gare - 67290 Wingen sur Moder » et « DETOURS – Atelier de Paysage – 25 rue de Roessert - 67290 Volksberg », pour un montant global de 11 950 € HT, soit 14 340 € TTC, contrat qui annule et remplace le précédent signé le 06/09/2024 (décision administrative du maire n° 20240906-02).*

9. Divers

- M. le Maire informe l'assemblée que l'Association Locale pour le Culte des Témoins de Jéhovah d'Ingwiller a fait un don d'un montant de 200 € en faveur des œuvres sociales de la commune d'Ingwiller. Ce don sera versé au budget du CCAS d'Ingwiller.
- M. Steeve FERTIG informe M. le Maire qu'il a été sollicité par un administré qui avait constaté que certains dépôts sauvages n'étaient pas systématiquement ramassés par le service communal de propreté.
 - M. le Maire répond que cette situation peut s'expliquer par le temps nécessaire au déroulement de l'enquête pour retrouver les auteurs de l'infraction.

- M. Marc DANNER demande à Mme Francine BRACH, Maire-Adjointe en charge de l'éducation, si les personnels des écoles sont formés aux gestes des premiers secours.
 - Mme BRACH répond que le personnel enseignant dépend de l'éducation nationale et que leurs formations ne dépendent donc pas de la municipalité. Néanmoins, la remarque est pertinente et elle interrogera la Directrice du Groupe Scolaire pour en savoir plus sur ce point. Elle ajoute que le personnel communal, à savoir les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM), ont déjà bénéficié d'actions de formation dans ce domaine.
- Mme Elisabeth MATHIS demande à M. le Maire s'il a eu l'occasion d'aborder la problématique de la dégradation de la qualité de service de la ligne Strasbourg-Sarreguemines avec les membres du bureau de la Communauté de Communes Hanau-La Petite Pierre.
 - M. le Maire répond que le sujet a bien été abordé. Il a été décidé de faire un état des lieux auprès des maires des communes disposant d'une gare sur la ligne dans un premier temps puis d'attirer l'attention de la Région Grand Est sur cette problématique de manière coordonnées.
- M. Lucas RICHERT constate que le projet de déploiement de la vidéoprotection ne figure pas au programme d'investissements 2025 évoqué lors du débat d'orientations budgétaires.
 - M. le Maire confirme que 2025 ne sera pas l'année de la mise en œuvre de la vidéoprotection car ce projet doit être mûrement réfléchi pour garantir sa réussite. De plus il estime que la mise en œuvre d'un tel projet implique d'importants engagements en matière de fonctionnement pour la commune sur le long terme. Il appartiendra donc à la prochaine municipalité de statuer sur cette affaire.
- Mme Elisabeth MATHIS demande à M. le Maire si la commune compte agir dans le cadre de la loi du 5 avril 2024 qui vise à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires. Cette loi entend faciliter la mobilité des personnes les plus précaires dans les territoires ruraux, en leur permettant de louer à un prix social des voitures en bon état qui devaient être destinées à la casse dans le cadre de la prime à la conversion.
 - M. le Maire répond que cette loi s'adresse aux autorités organisatrices de mobilité. La commune d'Ingwiller n'est donc pas compétente en la matière.
- Mme Irma SOMBORN signale un ruissellement d'eau en permanence dans la rue des Noyers.
 - M. le Maire répond que la situation est connue et qu'il s'agit probablement d'une résurgence.
- M. Jean-Marc FISCHBACH signale qu'un arbre est tombé dans le ruisseau du Weinbaechel sur le secteur de la Rue d'Obersoultzbach/Rue de L'Asile.
 - M. le Maire répond que les services communaux ont connaissance de la situation. Un courrier sera adressé au propriétaire concerné afin qu'il se charge de son enlèvement. Il revient en effet aux propriétaires des terrains où les arbres ont poussé de les enlever,

comme le précise le code de l'environnement. Cela fait partie des obligations des propriétaires riverains d'un cours d'eau.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h20.

VU POUR ACCORD
La secrétaire de séance
Irma **SOMBORN**



Pour copie conforme
Le Maire
Hans **DOEPPEN**

